



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
 (Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 OCTOBRE 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 9th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Agence de Distribution Générale Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze septembre 1948, constituant en corporation: Paul H. Levesque, Marcel Lajeunesse, avocats, et Thérèse Jollette, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, distributeurs et marchands de tous livres, revues, périodiques et d'aucune et toutes choses s'y rapportant, sous le nom de "Agence de Distribution Générale Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Letters Patent

Agence de Distribution Générale Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1948, incorporating: Paul-H. Levesque, Marcel Lajeunesse, advocates and Thérèse Jollette, stenographer, spinster, all of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of publishers, distributors, dealers in all books, magazines, periodicals, and in any and all things appertaining to the same, under the name of "Agence de Distribution Générale Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Albert Di Maulo & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1948, constituant en corporation: Jean-Berchmans Bélanger, Pascal Di Maulo, comptables, et Albert Di Maulo, tailleur, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles de lingerie pour hommes et pour dames, de marchandises sèches et accessoires de toilette, sous le nom de "Albert Di Maulo & Frère Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Anastase Brault Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux septembre 1948, constituant en corporation: Anastase Brault, Gérard Brault, agents, Léon Garneau, Philippe Beaugard et Joseph-Alfred Ethier, avocats, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire commerce, manufacturer et vendre toutes sortes de produits alimentaires, marchandises sèches, et quincaillerie, sous le nom de "Anastase Brault Limitée", avec un capital de \$150,000, divisé en 10,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune, et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Aqueduc St-Eustache Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1948, constituant en corporation: Paul Poirier, Gaston Gratton et Jean-Luc Trempe, notaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de contrôle;

Acquérir l'aqueduc et tous ses accessoires, tel qu'actuellement exploité par le dit monsieur Lucien Parent, dans le village de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes; développer et étendre le dit aqueduc;

Faire tous actes généralement quelconques pouvant résulter d'un service d'aqueduc, sous le nom de "Aqueduc St-Eustache Incorporé", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Albert Di Maulo & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1948, incorporating: Jean-Berchmans Bélanger, Pascal Di Maulo, accountants, and Albert Di Maulo, tailor, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in garments and wearing apparel for men and for ladies, dry goods and toilet accessories, under the name of "Albert Di Maulo & Frère Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Anastase Brault Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1948, incorporating: Anastase Brault, Gérard Brault, agents, Léon Garneau, Philippe Beaugard and Joseph-Alfred Ethier, advocates, all of the city of Montreal, judicial district of Montréal, for the following purposes:

To deal in, manufacture and sell all kinds of food products, dry goods and hardware, under the name of "Anastase Brault Limitée", with a capital stock of \$150,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$10 each, and 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Aqueduc St-Eustache Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1948, incorporating: Paul Poirier, Gaston Gratton and Jean-Luc Trempe, notaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding company;

To acquire the waterworks and all the accessories thereof, such as actually operated by the said Mr. Lucien Parent, in the village of Saint-Eustache, county of Two-Mountains, to develop and extend the said waterworks;

Generally, to accomplish any acts whatsoever, capable of resulting from a waterworks' system, under the name of "Aqueduc St-Eustache Incorporé", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Audet Refrigeration Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1948, constituant en corporation: Eudore Audet, marchand, Gaston Brault, commis, tous deux de Verdun, et Charles-Eugène Frenette, comptable, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le commerce et l'industrie de glaciers, meubles, d'accessoires électriques en général, de quincaillerie, de bijouterie, de négociants en instruments de musique, sous le nom de "Audet Refrigeration Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 26 rue Craig, Ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Aviation du Golfe Inc.
Gulf Aviation Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1948, constituant en corporation: Maurice Tessier, avocat, Philippe Casgrain, clerk, et Paula Marmen, fille majeure, tous de la ville de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Acquérir, maintenir et louer toutes choses nécessaires à l'opération d'un service aérien;

Etablir et maintenir des lignes aériennes ou un service par avion, et exploiter le commerce de voiturier, de personnes et de choses, par air ou par voiture, sous le nom de "Aviation du Golfe Inc." — "Gulf Aviation Inc.", avec un capital de \$150,750 divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Bellefleur Prints Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept septembre 1948, constituant en corporation: Manuel Arthur Mendell, conseil en loi du Roi, avocat, Sarah Zelda Hartman, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Leo Rosentzveig, avocat, et Alice Axelrod, secrétaire, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et autrement faire le commerce de soie et autres substances fibreuses, tissus, plastiques et autres produits textiles, sous le nom de "Bellefleur Prints Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé

Audet Refrigeration Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of September, 1948, incorporating: Eudore Audet, merchant, Gaston Brault, clerk, both of Verdun, and Charles-Eugène Frenette, accountant, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business and deal in refrigerators, furniture, electrical accessories in general, hardware, jewellery, act as dealers in musical instruments, under the name of "Audet Refrigeration Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty.

The head office of the company will be at 26 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Aviation du Golfe Inc.
Gulf Aviation Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1948, incorporating: Maurice Tessier, advocate, Philippe Casgrain, clerk, and Paula Marmen, spinster, all of the town of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To acquire, maintain and lease everything for the operation of an air service;

To establish and maintain air lines or aeroplane service, and operate the business of carrier of passengers and freight, by air or by vehicle, under the name of "Aviation du Golfe Inc." — "Gulf Aviation Inc.", with a capital stock of \$150,750 divided into 750 common shares of a par value of \$1 each and 1,500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Bellefleur Prints Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1948, incorporating: Manuel Arthur Mendell, King's Counsel, advocate, Sarah Zelda Hartman, secretary, spinster, both of the City of Montreal, Leo Rosentzveig, advocate, and Alice Axelrod, secretary, both of the City of Outremont, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and otherwise dealing in silk and other fibrous substances, fabrics, plastics and other textiles, under the name of "Bellefleur Prints Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300

en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Charles Lafontaine & Cie Limitée
Charles Lafontaine & Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1948, constituant en corporation: Charles Lafontaine, industriel, Georges H. Long et Dollard Dansereau, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs, de constructeurs, de contracteurs généraux ou toutes autres entreprises qui peuvent être effectuées directement ou indirectement par les entrepreneurs, constructeurs et contracteurs, sous le nom de "Charles Lafontaine & Cie Limitée" — "Charles Lafontaine & Co. Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 8413 Boulevard Saint-Michel, Ville Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

C. O. St-Jean Fourrures Limitée
Furs Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1948, constituant en corporation: Louis-Charles Robitaille, négociant, Rosanna Rosette Couture Robitaille, épouse contractuellement séparée de biens de Louis-Charles Robitaille, et d'émment autorisée par lui, et Antonio Garneau, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la fourrure et de la confection de tous articles ou vêtements s'y rattachant, sous le nom de "C. O. St-Jean Fourrures Limitée — Furs Limited", avec un capital de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$5 chacune et 500 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Crédit Industriel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1948, constituant en corporation: Paul-Émile Brazeau, avocat, de Sher-

common shares of \$100 each, and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Charles Lafontaine & Cie Limitée
Charles Lafontaine & Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1948, incorporating: Charles Lafontaine, manufacturer, Georges J. Long, et Dollard Dansereau, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of contractors, builders, general contractors or any other undertakings capable of being, directly or indirectly, carried on by contractors, builders or general contractors, under the name of "Charles Lafontaine & Cie Limitée" — "Charles Lafontaine & Co Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8413, Saint-Michel Boulevard, town of Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

C. O. St-Jean Fourrures Limitée
Furs Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1948, incorporating: Louis Charles Robitaille, merchant, Rosanna Rosette Couture Robitaille, wife separate as to property by marriage contract of Louis Charles Robitaille and duly authorized by him, and Antonio Garneau, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furs and in the making up of any articles or garments connected therewith, under the name of "C. O. St-Jean Fourrures Limitée—Furs Limited", with a capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$5 each and 500 preferred shares of \$5 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Crédit Industriel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1948, incorporating: Paul Emile Brazeau, advocate, of Sherbrooke, judicial dis-

brooke, district judiciaire de Saint-François, Bernard Cousineau, comptable, Maurice Panneton, industriel, Joseph Alexandre Tremblay, courtier, et Omer-Arsène Bégin, notaire, tous quatre des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers pour le placement, le paiement, la transmission, la gestion et la perception de fonds;

Courtiers d'immeubles, agents d'affaires, administrateurs de propriétés, locateurs, constructeurs, percepteurs de loyers, évaluateurs, vérificateurs, courtiers en assurance, sous le nom de "Crédit Industriel Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dorion Construction, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1948, constituant en corporation: Joseph-Prospér Cloutier, industriel, de Dorion, Donat Brosseau, entrepreneur, de Vaudreuil village, Antoine Lalonde, agent d'affaires, de Dorion, Léon Lalonde, avocat, et Bernadette Morin, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Etre entrepreneurs en toutes sortes de construction, sous le nom de "Dorion Construction, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en 1,500 actions sans valeur nominale et 250 actions privilégiées de \$100 chacune, et la compagnie commencera ses opérations avec la somme de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dresscraft, Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze septembre 1948, constituant en corporation: Maurice Maizen, manufacturier, Samuel Herbert Abramovitch, dessinateur, et Dame Sarah Rabinovitch Maizen, épouse de Maurice Maizen, dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers de tout genre de vêtements pour adultes, adolescents et enfants, sous le nom de "Dresscraft, Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

trict of Saint Francis, Bernard Cousineau, accountant, Maurice Panneton, industrialist, Joseph Alexandre Tremblay, broker, and Omer Arsène Bégin, notary, all four of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as brokers for the investment, payment, transmission, management and collection of funds;

To act as real estate brokers, business agents, administrators of properties, lessors, builders, collectors of rents, appraisers, auditors, insurance brokers, under the name of "Crédit Industriel Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Dorion Construction, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of September, 1948, incorporating: Joseph-Prospér Cloutier, manufacturer, of Dorion, Donat Brosseau, contractor, of Vaudreuil village, Antoine Lalonde, business agent, of Dorion, Léon Lalonde, advocate, and Bernadette Morin, secretary, spinster, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as contractors for all sorts of buildings, under the name of "Dorion Construction, Limitée".

The capital stock of the company will be divided into 1,500 shares without nominal value and 250 preferred shares of \$100 each, and the company shall begin its operations with the sum of \$10,000.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Dresscraft, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1948, incorporating: Maurice Maizen, manufacturer, Samuel Herbert Abramovitch, designer, and Dame Sarah Rabinovitch Maizen, wife of Maurice Maizen, duly authorized by him, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of any kind and sort of adults, junior's and children's wearing apparel, under the name of "Dresscraft, Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Electro Auto Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1948, constituant en corporation: Paul-Emile Savage, notaire, de Ville Lasalle, Claire Pigeon, secrétaire, et Laurin Lapointe, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la réparation en général des automobiles et de véhicules moteurs de tous genres;

Importer, exporter, acheter et vendre les pièces et accessoires d'automobiles;

Exécuter dans toutes leurs spécialités, les opérations de garagiste, sans restriction ni limitation, sous le nom de "Electro Auto Service Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 1,000 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Electro Auto Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1948, incorporating: Paul-Emile Savage, notary, of the town of Lasalle, Claire Pigeon, secretary, and Laurin Lapointe, advocate, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general repairing of automobiles and of motor vehicles of every kind;

To import, export, buy, sell automobile parts and accessories;

To carry on, in all the specialties thereof, the business of garage-keeper, without any restriction or limitation, under the name of "Electro Auto Service Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 1,000 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Forgues & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1948, constituant en corporation: Georges Forgues, Richard Forgues et Claude Forgues, constructeurs, tous trois domiciliés à Longueuil, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la construction en général de maisons d'habitation, de commerce ou d'industrie, de garages publics ou privés, sous le nom de "Forgues & Fils Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Forgues & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1948, incorporating: Georges Forgues, Richard Forgues and Claude Forgues, builders, all domiciled at Longueuil, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the building of dwelling houses, commercial and industrial buildings, public or private garages, under the name of "Forgues & Fils Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Goldmans Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois septembre 1948, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Mortimer Weinfield, avocats et Barnet Nusselman, notaire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, acheter, vendre, échanger et faire le commerce de matériaux utilisés pour la construction et la réparation de bâtisses, ponts, piliers, jetées, murs de soutènement, quais, excavations, chemins, pavés, bâtisses industrielles et autres constructions, sous le nom de "Goldmans Incorporated", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Goldmans Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1948, incorporating: Benjamin Shulman, Mortimer Weinfield, advocates, and Barnet Nusselman, notary, all of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, buy, sell, exchange and deal in materials used in the construction and repair of buildings, bridges, abutments, piers, retaining walls, wharves, foundations, roads, pavements, industrial plants and other structures, under the name of "Goldmans Incorporated", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Graton et Vincent Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1948, constituant en corporation: Andrée Lavoie, sténographe, fille majeure, de Rosemont, Almanzor Laberge et Gontran Daoust, comptables, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise avicole, faire l'incubation, l'élevage, la transformation, le commerce des volailles et des œufs, sous le nom de "Graton et Vincent Inc.", avec un capital de \$49,900, divisé en 499 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Oka, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général: le treize septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jos. Peritz Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix septembre 1948, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold Erdrich, avocats, et Doris Star, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir, importer, vendre, exporter ou autrement disposer de toutes sortes de textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal, sous le nom de "Jos Peritz Co.", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**La Cie de Bois Laurentide Ltée
Laurentide Lumber Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1948, constituant en corporation: Maurice Lafrance, menuisier, Dame Armance Dessureault, épouse séparée de biens de Gérard Dessureault et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Antonin Lahaie, contracteur, tous de Saint-Tite, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'opérations forestières, marchands de bois de construction, et faire le commerce de bois de tous genres et espèces, sous le nom de "La Cie de Bois Laurentide Ltée" — "Laurentide Lumber Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 160 actions ordinaires de \$100 chacune et 240 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Tite, district judiciaire des Trois-Rivières.

Graton et Vincent Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1948, incorporating: Andrée Lavoie, stenographer, spinster, of Rosemount, Almanzor Laberge and Gontran Daoust, accountants, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in aviculture, and undertake the incubation, breeding and transformation of poultry and deal in poultry and eggs, under the name of "Graton et Vincent Inc.", with a capital stock of \$49,900 divided into 499 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Oka, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jos. Peritz Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1948, incorporating: Jack Rudner, Harold Erdrich, advocates, and Doris Star, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, acquire, purchase, hold, import, sell, export or otherwise dispose of all kinds of textiles, textile products, novelties and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminum or metal, under the name of "Jos Peritz Co.", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 preferred shares having a par value of \$100 each, and 250 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, tenth day of September 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**La Cie de Bois Laurentide Ltée
Laurentide Lumber Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1948, incorporating: Maurice Lafrance, carpenter, Dame Armance Dessureault, wife separate as to property of Gérard Dessureault and duly authorized by the latter for the purposes hereof and Antonin Lahaie, contractor, all of Saint-Tite, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the industry and business of lumbering operations, lumber dealers and to carry on every kind and sort of lumber business, under the name of "La Cie de Bois Laurentide Ltée" — "Laurentide Lumber Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 160 common shares of \$100 each, and 240 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Tite, judicial district of Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, le treize septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Fédération Diocésaine de Montréal de la Jeunesse Indépendante Catholique Féminine

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit septembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Hélène Larose, Madeleine Dupuis, travailleuses sociales, filles majeures, et Marcelle Provençal, institutrice, fille majeure, toutes trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en une corporation toutes les jeunes filles de la classe bourgeoise ou moyenne soit individuellement, soit en groupe;

Constituer une association à caractère essentiellement confessionnel et catholique romain, sous le nom de "La Fédération Diocésaine de Montréal de la Jeunesse Indépendante Catholique Féminine".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Fédération Diocésaine de Montréal de la Jeunesse Indépendante Catholique Féminine

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of September, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Hélène Larose, Madeleine Dupuis, social service workers, spinsters, and Marcelle Provençal, teacher, spinster, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To unite into a corporation all young girls of the middle class either individually or in groups;

To constitute an association of an essentially religious and Roman Catholic character, under the name of "La Fédération Diocésaine de Montréal de la Jeunesse Indépendante Catholique Féminine".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laiterie Citadel Dairy Inc.

Laiterie Citadel Dairy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1948, constituant en corporation: Philippe Joliceur, comptable, des cité et district judiciaire de Montréal, Marcelle Bourriat et Rachel Levesque, sténographes, filles majeures, toutes deux de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce du lait et de tous autres produits laitiers; des produits de la ferme, produits maraichers, alimentaires, sous le nom de "Laiterie Citadel Dairy Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1948, incorporating: Philippe Joliceur, accountant, of the city and judicial district of Montreal, Marcel Bourriat and Rachel Levesque, stenographers, spinsters, both of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in milk and any other dairy products; to deal in farm products, market products, foodstuffs, under the name of "Laiterie Citadel Dairy Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Association des Concerts Classiques de Montréal

L'Association des Concerts Classiques de Montréal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Levesque, comptable, Alfred Blouin, employé civil, Madame Louis Glenn, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Kenneth Glenn, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Levesque, accountant, Alfred Blouin, civil servant, Mrs. Louis Glenn, wife legally separated as to property to Kenneth Glenn, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Promouvoir et encourager le développement des arts musical, théâtral, chorégraphique et oratoire, sous le nom de "L'Association des Concerts Classiques de Montréal".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Association des Épiciers Licenciés Modernes

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Avila Laniel, C.-Roméo Lesage, Léo Bouliane, Oscar Gince et Jean-Baptiste Robitaille, tous épiciers, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts des épiciers et épiciers licenciés de la province de Québec, et adopter toutes mesures qui pourraient être jugées favorables au développement de ce commerce, dans la province de Québec, sous le nom de "L'Association des Épiciers Licenciés Modernes".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que l'Association peut posséder est de \$15,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**La Tannerie Laurentienne Inc.
The Laurentian Tannery Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze septembre 1948, constituant en corporation: Henri-Paul Marcotte, industriel, Maurice Marcotte, chimiste, tous deux du Lac Beauport, et Jean Poirier, comptable agréé, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter une tannerie, faire le commerce de peaux et cuirs de toutes sortes, sous le nom de "La Tannerie Laurentienne Inc." — "The Laurentian Tannery Inc.", avec un capital de \$125,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune, et 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Centre des Loisirs de Vaudreuil

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions:

To promote and encourage the development of the musical, theatrical, choreographic and oratorical arts, under the name of "L'Association des Concerts Classiques de Montréal".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited is twenty thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Association des Épiciers Licenciés Modernes

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: J. Avila Laniel, C. Roméo Lesage, Léo Bouliane, Oscar Gince and Jean-Baptiste Robitaille, all grocers, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the interests of grocers and licensed grocers of the province of Quebec, and to adopt any measures which may be deemed favourable to the development of the said business in the Province of Quebec, under the name of "L'Association des Épiciers Licenciés Modernes".

The amount to which the immoveable property which the Association may hold is to be limited, is \$15,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**La Tannerie Laurentienne Inc.
The Laurentian Tannery Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1948, incorporating: Henri Paul Marcotte, industrialist, Maurice Marcotte, chemist, both of Lake Beauport, and Jean Poirier, chartered accountant, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate a tannery and deal in hides and leathers of all kinds, under the name of "La Tannerie Laurentienne Inc." — "The Laurentian Tannery Inc.", with a capital stock of \$125,000, divided into 500 common shares of \$100 each, and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Centre des Loisirs de Vaudreuil

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Bolleau,

Jean Boileau, Angelio Lavigne et Philippe Boyer, cultivateurs, de Vaudreuil, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

S'occuper d'employer les loisirs de la jeunesse de la paroisse de Vaudreuil, sous le nom de "Le Centre des Loisirs de Vaudreuil".

Les pouvoirs accordés ci-dessus n'autorisent pas les jeux de hasard illégaux, les jeux à l'argent et les jeux mixtes de hasard et d'habileté et ne peuvent pas être interprétés comme permettant à l'association de demander, obtenir ou détenir une licence de la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que l'Association peut posséder, est de \$35,000.

Le siège social de la corporation sera à Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Angelio Lavigne and Philippe Boyer, farmers, of Vaudreuil, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To interest itself in making use of the leisure moments of the youth of the parish of Vaudreuil, under the name of "Le Centre des Loisirs de Vaudreuil".

The powers conferred do not authorize illegal games of chance, gambling or the mixed games of chance and skill, and shall not be interpreted as permitting the association to apply for, obtain or hold a license from the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the association may hold is to be limited, is \$35,000.

The head office of the corporation will be at Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Centre Paroissial de St-Marc des Carrières

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Dussault, avocat, de Sillery, Juliette Turcotte, secrétaire, de Giffard, et Pauline Boily, secrétaire, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Etablir et opérer un centre paroissial, social et athlétique aux fins de donner aux membres du Centre une place exclusive et choisie pour s'instruire, se récréer, se retirer, se reposer et s'entraîner au point de vue intellectuel, social ou physique, sous le nom de "Le Centre Paroissial de St-Marc des Carrières".

Les pouvoirs accordés n'autorisent pas les jeux de hasard, ni les jeux mixtes de hasard et d'habileté, et ne permettent pas à la corporation de détenir une licence de club octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Marc-des-Carrières, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Centre Paroissial de St-Marc des Carrières

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Dussault, advocate, of Sillery, Juliette Turcotte, secretary, of Giffard, and Pauline Boily, secretary, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To establish and operate a parish centre, both social and athletic for the purpose of affording the members of the Centre an exclusive and select place for their instruction, recreation, retirement, rest and training, from an intellectual, social or physical viewpoint, under the name of "Le Centre Paroissial de St-Marc des Carrières".

The powers conferred do not authorize games of chance, nor games of chance and skill combined, nor do they permit the corporation to hold a club license granted by the Quebec Liquor Commission;

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Marc-des-Carrières, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lessard's Garage Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1948, constituant en corporation: Henriette Savoie, secrétaire, fille majeure, Lorenzo Choquette, agent, et Armand Nadeau, avocat, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de garage, vente d'automobiles, camions, parties d'automobiles, sous le nom de "Lessard's Garage Company Limited", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Lessard's Garage Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1948, incorporating: Henriette Savoie, secretary, spinster, Lorenzo Choquette, agent, and Armand Nadeau, advocate, all of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on the garage business, the sale of automobiles, trucks, automobile parts, under the name of "Lessard's Garage Company Limited", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Life Line Clothing Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept septembre 1948, constituant en corporation: Irving Eklove, manufacturier, Miriam Lang Eklove, ménagère, épouse séparée de biens de Irving Eklove et dûment autorisée par lui, de la cité de Montréal, Harry Eklove, manufacturier, et Jessie Leffell Eklove, ménagère, épouse séparée de biens de Harry Eklove et dûment autorisée par lui, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter le commerce de Life Line Clothing Mfg. Co. comme une firme en exploitation;

Exercer le commerce de marchands de garnitures, drapiers, fourreurs, marchands de modes et marchands de meubles, sous le nom de "Life Line Clothing Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

May Realities Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit septembre 1948, constituant en corporation: Samuel Rudenko, avocat et conseil en loi du Roi, Meta Henry, secrétaire, et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer des placements, négocier et mettre en valeur et disposer de terrains, bâtisses ou autres propriétés immobilières et des droits ou intérêts en ic eux:

Faire le commerce de titres, obligations, débetures, actions, billets promissoires, valeurs et placements de toute sorte ou nature quelconque, sous le nom de "May Realities Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Lennoxville, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Life Line Clothing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1948, incorporating: Irving Eklove, manufacturer, Miriam Lang Eklove, housewife, wife separate as to property from Irving Eklove, and duly authorized by him, of the City of Montreal, Harry Eklove, manufacturer, and Jessie Leffell Eklove, housewife, wife separate as to property from Harry Eklove, and duly authorized by him, both of the City of Outremont, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase the business of Life Line Clothing Mfg. Co., as a going concern;

To carry on the business of trimmers, drapers, furriers, milliners, and furniture dealers, under the name of "Life Line Clothing Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

May Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1948, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and King's Counsel, Meta Henry, secretary, and Sarah Miller, stenographer, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To invest in, deal with and turn to account, and dispose of lands, buildings or other immovable properties and rights or interests therein;

To deal in stocks, bonds, debentures, shares, promissory notes, securities and investments of any kind or nature whatsoever, under the name of "May Realities Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of the par value of \$100 each, and 100 common shares of the par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty;

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

P. A. T. Chemicals Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1948, constituant en corporation: Jean Drapeau, avocat, Lucienne Mélineau et Rita Dufresne, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des automobiles, ainsi que tous les effets, articles, marchandises, outils, équipement, se rattachant à l'industrie et au commerce de l'automobile, sous le nom de "P.A. T. Chemicals Limited", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

P. A. T. Chemicals Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1948, incorporating: Jean Drapeau, advocate, Lucienne Mélineau, and Rita Dufresne, stenographers, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and also in any goods, articles, merchandise, tools, equipment connected with the automobile trade and business, under the name of "P.A.T. Chemicals Limited", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Power Survey and Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1948, constituant en corporation: Armand Dugas, ingénieur professionnel, Marcelle Coupal, sténographe, célibataire, tous deux de la cité de Montréal, et Joseph-Henri Ladouceur, technicien, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Etude et analyse de la consommation de l'énergie électrique pour fins d'éclairage, de force motrice et de chauffage;

Etude et analyse des systèmes de chauffage et de la consommation du gaz, de l'huile à chauffage et du charbon, sous le nom de "Power Survey and Equipment Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Power Survey and Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1948, incorporating: Armand Dugas, professional engineer, Marcelle Coupal, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, and Joseph Henri Ladouceur, technician, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

The study and analysis of the consumption of electric power for purposes of light, heat and motive power;

The study and analysis of heating systems and the consumption of gas, fuel, oil and coal, under the name of "Power Survey and Equipment Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Provincial Paving & Asphalt Company Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept septembre 1948, constituant en corporation: Rodolphe Camirand, avocat, de la cité d'Outremont, Jacques Moisan, homme d'affaires, et Jean Charles de Varennes, comptable agréé, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'une compagnie de construction de chemin et de pavage et d'entrepreneurs;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés, sous le nom de "Provincial Paving & Asphalt Company Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Provincial Paving & Asphalt Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1948, incorporating: Rodolphe Camirand, advocate, of the city of Outremont, Jacques Moisan, businessman, and Jean-Charles de Varennes, chartered accountant, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general road and paving construction company and contractors;

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public and private works, under the name of "Provincial Paving & Asphalt Company Ltd.", with a capital of \$20,000 divided into 200 shares of the par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quint Hardware Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize septembre 1948, constituant en corporation: Harold Lande, Eli Michael Berger, avocats, et Harry Golden, huissier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer et distribuer de la ferronnerie de toutes sortes, plastiques, machinerie, articles en bois, objets en porcelaine, poterie, objets émaillés, articles de sport, jouets, peinture, appareils électriques et articles semblables, sous le nom de "Quint Hardware Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

R. Delvoe Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix septembre 1948, constituant en corporation: Samuel Godinsky, avocat, Celia Cohen et Claire Taylor, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de lingerie, corsets, gaines, sous-vêtements, brassières et articles semblables, sous le nom de "R. Delvoe Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Réfrigération Glaciale Limitée Glacial Refrigeration Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1948, constituant en corporation: Joseph-Elzéar Guillemette, industriel, Yvonne Godin Guillemette, épouse de J.-Elzéar Guillemette, et Herman Gariépy, épicié, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, installer, acheter des systèmes de réfrigération ou toutes installations du même genre;

Vendre des réfrigérateurs ou des produits similaires ou analogues, sous le nom de "Réfrigération Glaciale Limitée" — "Glacial Réfrigération Limited".

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quint Hardware Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1948, incorporating: Harold Lande, Eli Michael Berger, advocates, and Harry Golden bailiff, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and distribute hardware of all kinds, plastics, machinery, wooden articles, porcelainware, pottery, enamelware, sporting goods, toys, paints, electrical appliances, and similar articles, under the name of "Quint Hardware Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of \$100 each, and 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS.

R. Delvoe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1948, incorporating: Samuel Godinsky, advocate, Celia Cohen and Claire Taylor, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with lingerie, corsets, foundation garments, underwear, brassières and kindred articles, under the name of "R. Delvoe Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Waterloo, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Réfrigération Glaciale Limitée Glacial Refrigeration Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1948, incorporating: Joseph Elzéar Guillemette, manufacturer, Yvonne Godin Guillemette, wife of J. Elzéar Guillemette, and Herman Gariépy, grocer, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, install, purchase refrigeration systems and any installations of the same kind;

To sell refrigerators or same or similar products under the name of "Réfrigération Glaciale Limitée" — "Glacial Refrigeration Limited",

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 5,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 999 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$40,000.

Le siège social de la compagnie sera à 23, rue de l'Église, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

R. & S. Company Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize septembre 1948, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Percy H. Streat, Joshua Millman, comptables agréés, et Alva P. Boyd, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, marchands en gros et en détail de vêtements et habits de toutes sortes, tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, chapeliers, fourreurs, gantiers, marchands de soie, coton, étoffes et dentelles, merciers, confectionneurs en général, et de tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "R. & S. Company Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 120 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Saxe Brothers Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize septembre 1948, constituant en corporation: Max N. Padber, comptable, Bernard S. Mergler et Bernard Diamond, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, marchands et distributeurs d'applications et accessoires électriques ou autres, verrerie, produits chimiques et tous autres accessoires et appartenances de même et semblable nature utilisés en rapport avec ledit commerce;

Manufacturer et, en général, faire le commerce de cuivre, bronze, fer, zinc, métal en feuilles de toutes sortes, métaux, bois, plastiques, verre et cuir, sous le nom de "Saxe Brothers Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6215 avenue Henri Julien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The capital stock of the company will be divided into 5,000 shares without par or nominal value and 999 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will begin its operations is \$40,000.

The head office of the company will be at 23 de l'Église Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

R. & S. Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1948, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Percy H. Streat, Joshua Millman, chartered accountants, and Alva P. Boyd, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of manufacturers, wholesalers and retailers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drappers, hosiers, milliners, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchandise, haberdashers, general outfitters, and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the company, under the name of "R. & S. Company Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 120 common shares of a par value of \$100 each, and 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Saxe Brothers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1948, incorporating: Max N. Padber, accountant, Bernard S. Mergler and Bernard Diamond, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, dealers and distributors of all kinds of electrical or other fixtures and accessories, glassware, chemicals and all other supplies and appurtenances of a similar and like nature used in connection with the said business;

To manufacture and deal generally in: copper, brass, iron, zinc, sheet metal of all kinds, metals, wood, plastics, glass and leather, under the name of "Saxe Brothers Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6215 Henri Julien Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

St. Eustache Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1948, constituant en corporation: Oswald Lacombe, marchand de bois, de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, William S. Emery, surintendant des communications au C.P.R., et James Walter Emery, opérateur de radios, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire un commerce général de bois, de matériaux de construction;

Construire des habitations, les vendre, les louer, les hypothéquer, sous le nom de "St. Eustache Lumber Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

St. Eustache Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1948, incorporating: Oswald Lacombe, lumber merchant, of Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne, William S. Emery, superintendent of C.P.R. communications, and James Walter Emery, radio operator, both of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in lumber and building requisites;

To build dwellings; sell, lease and hypothecate the same, under the name of "St. Eustache Lumber Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Théâtre St-Georges, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1948, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Bernard LeBel et Gaston Dubreuil, avocats, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres et donner en spectacle au public moyennant rémunération des exhibitions et spectacles artistiques de toutes sortes;

Exercer le commerce de pourvoyeurs et de restaurateurs, sous le nom de "Théâtre St-Georges, Inc."

Le capital social de la compagnie sera divisé en 2,000 actions communes sans valeur au pair et 300 actions privilégiées d'une valeur de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$14,000.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Théâtre St-Georges, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1948, incorporating: Henri Paul Lemay, Bernard LeBel, and Gaston Dubreuil, advocates, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To own, lease and operate theatres and give public performances, exhibitions and artistic entertainments of all kinds, for remuneration;

To carry on the catering and restaurant business, under the name of "Théâtre St-Georges, Inc."

The capital stock of the company will be divided into 2,000 common shares having no par value and 300 preferred shares of a value of \$100 each, and the amount with which the company will commence operations will be \$14,000.

The head office of the company will be at Saint-Georges de Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Everlasting Granite Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1948, constituant en corporation: Oscar Gosselin, Gaston Gosselin et Hector Gosselin, tailleurs de pierre, de Lac Mégantic, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Promouvoir et opérer dans les limites de la ville de Mégantic, la fabrication, la vente et l'expédition de monuments funéraires;

Promouvoir et opérer une carrière de pierre, sous le nom de "The Everlasting Granite Company Limited", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune.

The Everlasting Granite Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1948, incorporating: Oscar Gosselin, Gaston Gosselin and Hector Gosselin, stone cutters, of Lake Megantic, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To promote and operate within the limits of the Town of Megantic, the manufacture, sale and shipping of tomb stones;

To promote and operate a stone quarry, under the name of "The Everlasting Granite Company Limited", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Lac Mégantic, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Lake Megantic, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Glys-O-Tone Product of Canada Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1948, constituant en corporation: René Turcotte, marchand, Roland Pelletier, célibataire majeure, tous deux de Saraguay, et Armand Desjardins, vitrier, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire et exercer le commerce général de produits antigel (anti-freeze), sous le nom de "The Glys-O-Tone Product of Canada Co. Ltd.", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 327, Place Christin, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Glys-O-Tone Product of Canada Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1948, incorporating: René Turcotte, merchant, Roland Pelletier, spinster, both of Saraguay, and Armand Desjardins, glazier, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal generally in anti-freeze products, under the name of "The Glys-O-Tone Product of Canada Co. Ltd.", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of a value of \$100 each.

The head office of the company will be at 327 Christin Place, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Thetford Bag Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1948, constituant en corporation: Joseph-T. Beaudoin, industriel, Paul-Émile Lafontaine, gérant, tous deux de Thetford-Mines, district judiciaire d'Arthabaska, et Eudore Beaudoin, marchand, de Broughton Station, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous les produits neufs ou usagés, fabriqués en tout ou en partie de jute;

Des rebuts de papier, de chiffons, de cuir, de fer et autres métaux, et de tous rebuts quelconques; de marchandises de seconde main, sous le nom de "Thetford Bag Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Thetford Bag Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1948, incorporating: Joseph T. Beaudoin, industrialist, Paul Emile Lafontaine, manager, both of Thetford Mines, judicial district of Arthabaska, and Eudore Beaudoin, merchant, of Broughton Station, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To deal in all kinds of new or used products, made in whole or in part of jute;

Waste paper, rags, leather cuttings, iron and other scrap metal and other waste matter whatsoever; second hand goods, under the name of "Thetford Bag Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Tontini Clothes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1948, constituant en corporation: Jean-Berchmans Bélanger, Pascal Di Maulo, comptables, et Primo Tontini, manufacturier, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, négocier et faire le commerce en gros et en

Tontini Clothes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1948, incorporating: Jean-Berchmans Bélanger, Pascal Di Maulo, accountants, and Primo Tontini, manufacturer, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, manufacture, import, export, deal and carry on business, wholesale and retail,

détail de vêtements, nouveautés, accessoires de robes et habits, marchandises sèches, sous le nom de "Tontini Clothes Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Umpire Garment Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze septembre 1948, constituant en corporation: Louis Glazer, avocat, de la cité d'Outremont, David L. Cahana, avocat, et Arthur Fink, expéditeur, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toute description quelconque pour hommes, dames et enfants, sous le nom de "Umpire Garment Company", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Valley Craft Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1948, constituant en corporation: Paul Vallée, industriel d'Arthabaska, Dame Thérèse Alain Vallée, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Vallée et dûment autorisée par lui, et Laurent Trottier, avocat, tous deux de Victoriaville, tous du district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter ou autrement commercer les produits textiles de toute nature et sous toutes leurs formes, sous le nom de "Valley Craft Ltd.", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Versailles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt septembre 1948, constituant en corporation: Bernard Nantel, avocat, John Ryan, fonctionnaire civil, et Jacqueline Gougeon, secrétaire, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes manières ou par tous moyens quelconques de la peinture, de ses dérivés, sous-produits, ingrédients;

in clothing, novelties, dress and suit accessories, dry goods, under the name of "Tontini Clothes Inc." with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Umpire Garment Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1948, incorporating: Louis Glazer, advocate, of the City of Outremont, David L. Cahana, advocate, and Arthur Fink, shipper, both of the City of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in ladies', children's, men's wearing apparel of every description whatsoever, under the name of "Umpire Garment Company", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Valley Craft Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1948, incorporating: Paul Vallée, industrialist of Arthabaska, Dame Thérèse Alain Vallée, housewife, wife separate as to property by marriage contract of the said Paul Vallée and duly authorized by him, and Laurent Trottier, advocate both of Victoriaville, all of the judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To buy, sell, import, export or otherwise deal in textile products of every nature and under all forms of same, under the name of "Valley Carft Ltd.", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Versailles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of September, 1948, incorporating: Bernard Nantel, advocate, John Ryan, civil servant, and Jacqueline Gougeon, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal, in every way and by any means whatsoever, in paint, its derivatives, by-products, ingredients;

D'entreprendre, de sous-entreprendre, d'acheter ou céder des contrats de peinture de bâtiments, maisons, objets, et de toutes choses, sous le nom de "Versailles Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1948.

23180-o

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

To act as contractors, sub-contractors, purchase, or assign contracts for the painting of buildings, houses, objects and anything whatsoever, under the name of "Versailles Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 preferred shares of a par value of \$100 each and 300 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1948.

23180

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1279

Number 1279

Québec, le 29 septembre 1948.

Quebec, September 29, 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT certains terrains soustraits au piquetage de claims miniers.

CONCERNING certain lands restrained from the staking out in mining claims.

ATTENDU QUE, en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1655, approuvé le 31 juillet 1930, les lots numéros 1 et 2, rang V, du canton de Trécesson, comté d'Abitibi-Est, et le lot numéro 62, rang V, canton de Launay, comté d'Abitibi-Ouest, avaient été réservés et soustraits au piquetage de claims miniers, vu l'existence sur ces lots de dépôts de gravier pouvant être utiles au ministère de la Voirie pour la confection et l'entretien de ses chemins;

WHEREAS in virtue of Order in Council No. 1655, approved on the 31st of July, 1930, lots numbers 1 and 2, range V, of the Township Trécesson, county of Abitibi-East, and lot No. 62, range V, Township of Launay, county of Abitibi-West, were reserved and restrained from the staking out of mining claims, because of gravel deposits on the said lots which could be of use to the Department of Roads for the building and maintenance of its roads;

ATTENDU QUE, par l'arrêté en conseil numéro 124, approuvé le 17 janvier 1931, la demie ouest du lot numéro 59, rang I, du canton de Baby, comté de Témiscamingue, avait été réservée et soustraite au piquetage, vu la présence sur ce lot d'un dépôt de gravier utile au ministère de la Voirie pour l'entretien de ses routes;

WHEREAS by Order in Council No. 124, approved on the 17th of January, 1931, the west half of lot number 59, range I, of the Township Baby, county of Témiscamingue, was reserved and restrained from staking, due to the presence on said lot of gravel deposit useful to the Department of Roads for the upkeep of roads;

ATTENDU QUE, en vertu de l'arrêté en conseil numéro 477, approuvé le 24 mars 1928, les deux lisières de terrain ci-après décrites, situées dans le canton de Tabaret, comté de Témiscamingue, avaient été réservées et soustraies à la prospection et au piquetage:—

WHEREAS, by Order in Council No. 477, approved on the 24th of March, 1928, the two strips of land below described, situate in the Township of Tabaret, county of Témiscamingue, were reserved and restrained from prospecting and staking:—

a) Une lisière de terrain contenant à peu près 30 acres en superficie, située à l'est et contigue au chemin de fer Interprovincial and James Bay Railway, canton de Tabaret, mesurant 725 pieds de largeur, sur une longueur de 1,800 pieds le long du chemin de fer, soit une longueur de 466.1 pieds au nord du mille 19 et une longueur de 1333.9 pieds au sud dudit mille 19 dudit chemin de fer;

a) A strip of land containing about 30 acres in area, situate east of and contiguous to the Interprovincial and James Bay railway, township Tabaret, measuring 725 feet in width, on a length of 1,800 feet, along the railway, namely a length of 466.1 feet north of the 19th mile and a length of 1333.9 feet south of the said 19th mile of the said railway.

b) Une lisière de terrain contenant 3.2 acres de superficie, située à l'ouest et contigue audit chemin de fer, canton de Tabaret, mesurant 100 pieds de largeur sur une longueur de 1400 pieds, soit une longueur de 466.1 pieds au nord du mille 19 et 933.9 pieds au sud dudit mille 19 dudit chemin de fer;

b) A strip of land containing 3.2 acres in area, situate west of and contiguous to the said railway, township Tabaret, measuring 100 feet in width on a length of 1400 feet, namely a length of 466.1 feet north of the 19th mile and 933.9 feet south of the said 19th mile of the said railway.

ATTENDU QU'il n'y a pas lieu de maintenir ces réserves, étant donné que les graviers ne sont plus, aux termes de la Loi des mines, considérés comme substances minérales.

WHEREAS it is no longer expedient to maintain these reserves, because gravel is no longer considered a mineral substance, according to the terms of the Mining Act.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Mines:

THEREFORE it is ordained, upon the recommendation of the Minister of Mines:—

QUE les arrêtés en conseil précités soient révoqués à toutes fins que de droit.

THAT the foregoing orders in council be repealed to all intents and purposes.

23182-o

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

23182

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1278

Québec, le 29 septembre 1948

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT certains terrains soustraits au piquetage de claims miniers.

ATTENDU QUE, en vertu de l'arrêté-en-conseil numéro 2062, approuvé le 13 août 1941, l'étendue de terrain comprise entre un point situé à quatre milles à l'ouest de la pointe St-Charles, dans le canton Blanche, comté de Saguenay, jusqu'à un point situé à deux milles et demi à l'est de l'Anse à Bellefleur, dans le canton de Rochemonteix, comté de Saguenay, sur une profondeur de cinq milles à partir du fleuve St-Laurent, avec de plus les grèves en front de la dite étendue, dans le comté de Saguenay, avait été temporairement réservée et soustraite au piquetage de claims miniers;

ATTENDU qu'il n'y a pas lieu de maintenir cette réserve et cette soustraction au piquetage dans l'étendue de terrain ci-dessus décrite.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Mines:

QUE l'arrêté-en-conseil précité, en date du 13 août 1941, numéro 2062, soit révoqué à toutes fins que de droit et que l'étendue de terrain y décrite soit réouverte à la prospection.

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

23181-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1288

Québec, le 29 septembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de la boîte de carton, dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 2 janvier 1949.

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

23204-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1288

Québec, le 29 septembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Sherbrooke.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention col-

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1278

Quebec, September, 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain lots of land restrained from staking out in Mining Claims.

WHEREAS in virtue of Order in Council No. 2062, approved on August 13, 1941, the tract of land comprised between a point situate four miles west of Pointe St-Charles, in the township of Blanche, county of Saguenay, as far as a point situate two and one half miles east of "L'Anse à Bellefleur, in the township of Rochemonteix, county of Saguenay, on a depth of five miles starting from the River St. Lawrence, with, moreover, the beaches in front of the said tract, in the county of Saguenay, had been temporarily reserved and restrained from staking out in Mining Claims:

WHEREAS it is not expedient to maintain this reserve and restraint from staking out in the tract of land hereinabove described;

IT IS ORDAINED, therefore, upon recommendation of the Honourable the Minister of Mines:

THAT the aforesaid Order in Council, dated August 13, 1941, number 2062, be repealed, to all intents and purposes, and that the tract of land therein described be reopened to prospecting.

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

23181

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1288.

Quebec, September 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING an extension of the decree relating to the paper box industry in the province of Québec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree number 1884 of November 12, 1947, and amendments, relating to the paper box industry in the province of Québec, be extended until January 2, 1949.

(Document "E" annexed to the Order)

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

23204-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1288

Quebec, September 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement

lective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 918 du 4 juin 1947 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Sherbrooke;

ATTENDU QUE lesdits avis ont été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 24 juillet et 21 août 1948;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 918, soit modifié de la façon suivante:

1° L'alinéa suivant est ajouté à la fin du paragraphe "a" de l'article II:

"Zone XII: La ville de Scotstown avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites."

2° L'alinéa suivant est ajouté à la fin du paragraphe "b" de l'article II:

"Zone F": Les villes d'Asbestos et Danville avec un rayon de dix (10) milles de leurs limites."

3° L'alinéa suivant est ajouté à la fin du paragraphe "a" de l'article III:

"Zone XII:

Lundi: 8.30 a.m. à midi.

Mardi, mercredi et jeudi: 8.30 a.m. à 8.00 p.m.

Vendredi et samedi: 8.30 a.m. à 9.00 p.m."

4° Les dispositions suivantes sont ajoutées au paragraphe "b" de l'article III:

"Zone F":

Lundi: 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Mardi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Mercredi et vendredi: 9.00 a.m. à sans limite.

Samedi: 8.00 a.m. à 4.00 p.m.

Une demi-heure supplémentaire est accordée — excepté le samedi — pour terminer l'ouvrage déjà commencé durant les heures de travail."

5° A l'article VI, une zone XII est ajoutée dont les prix minima des services doivent être les mêmes que ceux de la zone III, à l'exception des taux pour les services suivants:

"Cheveux pour adultes:

Zone XII

Tous les jours de la semaine, excepté le samedi.

\$0.45

Samedi.

0.50

Cheveux pour enfants:

Tous les jours de la semaine, excepté le samedi.

0.35

Samedi.

0.50"

6° Les dispositions suivantes sont ajoutées dans l'échelle des prix minima pour les services des coiffeurs et coiffeuses, à l'article VI:

"Zone "F"

Permanentes:

à la machine (sans ondulation). \$3.50

sachets chimiques (sans ondulation). 4.50

à froid (ondulation incluse) 10.00

Coupe de cheveux. 0.50

Coupe au rasoir. 0.75

Ondulation ordinaire. 0.50

Ondulation de fantaisie:

Komol, Marcel. 0.75

Ondulation au papier. 1.00

Teinture complète. 5.00

Teinture retouchée. 2.50

Manucure: pour dames. 0.50

pour hommes. 0.75

à l'huile. 0.75

Grillage des cheveux. 0.50

Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 918 of June 4, 1947, and amendments, relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke;

WHEREAS the said notices have been published in the *Quebec Official Gazette*, issues of July 24 and August 21, 1948;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 918, be amended as follows:

1° The following paragraph is added at the end of subsection "a" of section II:

"Zone XII: The town of Scotstown with a radius of five (5) miles from its limits."

2° The following paragraph is added at the end of subsection "b" of section II:

"Zone F": The towns of Asbestos and Danville with a radius of ten (10) miles from their limits."

3. The following paragraph is added at the end of subsection "a" of section III:

"Zone XII

Monday: 8.30 a.m. to 12.00 (noon).

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.30 a.m. to 8.00 p.m.

Friday and Saturday: 8.30 a.m. to 9.00 p.m."

4. The following provisions are added to subsection "b" of section III:

"Zone F":

Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.

Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday and Friday: 9.00 a.m. no limit.

Saturday: 8.00 a.m. to 4.00 p.m.

A supplementary half hour is granted — excepted on Saturday — to finish work already begun during working hours.

5. In section VI, a zone XII is added with minimum prices to be the same as those of zone III, excepting those for the following services:

"Haircut for adults:

Zone XII

Every day of the week, except Satur-

day. \$0.45

Saturday. 0.50

Haircut for children:

Every day of the week, except Satur-

day. 0.35

Saturday. 0.50"

6. In section VI, the following provisions are added in the scale of minimum prices for the services of male and female hairdressers:

Zone "F"

Permanent waves:

with machine, (without ordinary wave) \$3.50

chemicals pads, (without ordinary wave) 4.50

cold process, (ordinary wave included) 10.00

Haircut.50

Haircut with razor.75

Ordinary wave.50

Fancy wave—Komol, Marcel.75

Paper wave. 1.00

Complete dyeing of the hair. 5.00

Second application. 2.50

Manicure: for ladies.50

for men.75

oil manicure.75

Singeing of the hair.50

Massage ordinaire.	0.75	Ordinary massage.75
Shampooing ordinaire.	0.35	Ordinary shampoo.35
à l'huile.	0.50	Oil shampoo.50
à la crème.	0.75	Cream shampoo.75
Décoloration des cheveux.	5.00	Bleaching of the hair.	5.00
Épilation des sourcils.	0.35	Plucking of the eyebrows.35
Traitement Kera-Lac.	1.00	Kera-Lac treatment.	1.00
Traitement Breck.	2.00	Breck treatment.	2.00
Traitement ordinaire.	0.75	Ordinary treatment.75
Peignage des cheveux (laque inclus).	0.35	Combing of the hair (lacquer included)35
Bouclettes simplement (pas de shampooing).	0.25	Small curls (without shampoo).25

7° Le taux de "\$0.50" établi à l'article VI pour la coupe des cheveux des adultes des deux sexes, dans les zones I et II est remplacé par le taux de "\$0.60" tous les jours de la semaine.

8° Le paragraphe "j" suivant est ajouté à l'article VII, concernant l'apprentissage:

"j) Quiconque projette de donner directement ou indirectement une ou des démonstrations pour des fins professionnelles, charitables, parades de mode, annonces, etc., alors que les services du barbier, du coiffeur ou de la coiffeuse sont requis dans des conditions irrégulières, doit au préalable soumettre au Comité paritaire son programme et obtenir l'autorisation écrite à cette fin au moins trente (30) jours à l'avance. Il peut y avoir appel de telle décision au ministre du Travail.

Toute série de cours à une même personne, tant chez les barbiers que chez les coiffeuses, est défendue; s'il s'agit de l'enseignement d'un point de technique, en particulier, le professeur aussi bien que le candidat doivent obtenir, au préalable, du Comité paritaire une autorisation écrite à cette fin.

Toute disposition ou décision relatives à l'apprentissage, aux cours de perfectionnement, aux démonstrations de quelque nature qu'elles soient doivent être recommandées par la Commission d'Apprentissage avant de servir au crédit des candidats.

Toutes les dispositions de la Loi relatives à l'apprentissage et à la qualification des salariés s'appliquent également dans les salons de démonstration, d'échantillon, etc."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

23201-o Greffier du Conseil Exécutif.

7. The rate of \$0.50 established in section VI for haircuts for adults of either sex, in zones I and II, is replaced by the rate of \$0.60, for every day of the week.

8. The following subsection "j" is added to section VII, concerning apprenticeship:

"j) Whoever intends to give directly or indirectly one or several demonstrations for professional or charitable purposes, fashion shows, advertisements, etc., where the services of the barber or hairdresser are required under outstanding conditions, must previously submit his programme to the Parity Committee and obtain a written authorization at least thirty (30) days in advance. The Committee's decision may be appealed to the Minister of Labour.

Any series of courses given to a person either in barbers' or hairdressers' establishments is prohibited; whenever a particular technical point is to be thought, the professor as well as the candidate must previously obtain a written authorization from the Parity Committee.

Any provision or decision relating to apprenticeship, to refresher courses, or to demonstration of any nature whatsoever, must be recommended by the Apprenticeship Commission before being used to the credit of the candidate.

All the provisions of the act relating to apprenticeship and to the qualification of employees likewise apply in demonstration parlours, sample rooms, etc."

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

23201-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1287 *

Québec, le 29 septembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2082, du 18 décembre 1947 (section "C") soit prolongé jusqu'au 2 janvier 1949, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,

23206-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1287

Quebec, September 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, authorized by a by-law approved by Order in Council number 2082 of December 18, 1947 (part "C") be extended until January 2, 1949, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,

23206-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Numéro 1288

Number 1288

Québec, le 29 septembre 1948.

Quebec, September 29, 1948.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present : The Lieutenant-Governor in Council

Section "C"

Part "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec.

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Quebec.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 3365 du 1er septembre 1944, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec;

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 3365 of September 1, 1944, and amendments relating to the barber and hairdressing trades in the district of Quebec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 28 août 1948 ;

WHEREAS the said notice has been published in the Quebec Official Gazette, issue of August 28, 1948;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été apprécées conformément à la Loi ;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 3365, soit modifié de la façon suivante :

THAT the said decree, number 3365, be amended as follows:

1° Le paragraphe "a" de l'article IV est abrogé et remplacé par le suivant:

1° Subsection "a" of section IV is deleted and the following substituted therefor:

"a) Dans la zone I, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$25.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$34.00 par semaine."

"a) In zone I, the minimum wages of a regular employee is \$25.00 per week, plus 50% of the receipts of his work exceeding \$34.00 per week."

2° Le paragraphe "a" de l'article V est amendé en ce qui concerne les zones I et II, en ajoutant après les mots "Le mercredi, de 8.00 a.m. à 1.00 p.m." les mots "à l'exception du mercredi de la Semaine Sainte où la durée des heures de travail se termine à 6.30 p.m."

2. Subsection "a" of section V is amended, for zones I and II, by adding, after the words "Wednesday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m.", the words "with the exception of Wednesday of the Holy Week when the duration of working hours ends at 6.30 p.m."

3° Au paragraphe "a" de l'article V, le sous-paragraphe intitulé zone VI est remplacé par le suivant:

3. In subsection "a" of section V, the paragraph headed "Zone VI" is replaced by the following:

"Zone VI. Soixante et trois (63) heures réparties de la façon suivante:

"Zone VI. Sixty-three (63) hours distributed as follows:

"Le lundi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Monday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Les mardi, mercredi, jeudi: 8.00 a.m. et 8.00 p.m.

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Le vendredi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Les samedi et veilles de fêtes chômées: 8.00 a.m. à 11.00 p.m."

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 11.00 p.m."

4° Les prix minima apparaissant à l'article XII, pour les services ci-après mentionnés, dans les zones I, IV et V, sont remplacés par les suivants:

4. In section XII, for zones I, IV and V, the minimum prices for the services hereafter mentioned are replaced by the following:

"Zone I:

"Zone I:

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Haircut for adults, male and female:

Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi. \$0.50

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday. \$0.50

Samedi et veilles de fêtes chômées. 0.60

Saturday and holiday eves. 0.60

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:

Haircut for children under 14 years of age:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi. 0.35

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday. 0.35

Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées. 0.45

Friday, Saturday and holiday eves. 0.45

Coupe de la barbe. 0.30

Shave 0.30

Aiguillage de rasoir. 0.35

Razor sharpening 0.35

Zone IV:

"Zone IV:

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Haircut for adults, male and female:

Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.45
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.50

Zone V:

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.45
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.50"

5° Le paragraphe "b" de l'article XIV est abrogé et remplacé par le suivant:

"b) Il peut y avoir une ou un apprenti par salon, pourvu que tel salon soit sous la surveillance d'un compagnon ou d'une compagne. Dans les salons où il y a deux (2) compagnons ou compagnes, il peut y avoir deux (2) apprentis; dans les salons où il y a trois (3) compagnons ou compagnes, il peut y avoir trois (3) apprentis mais en aucun cas, il ne peut y avoir plus de trois (3) apprentis dans un même salon."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

23202-o Greffier du Conseil Exécutif.

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.45
Saturday and holiday eves	0.50

Zone V:

Haircut for adults, male and female:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.45
Saturday and holiday eves	0.50"

5. Subsection "b" of section XIV is deleted and the following substituted therefor:

"b) There may be one male or female apprentice per parlor provided such parlor be under the direction of a male or female journeyman. In parlors with two (2) male or female journeymen there may be two (2) apprentices; in parlors with three (3) male or female journeymen, there may be three (3) apprentices, but there shall never be more than three (3) apprentices in a same parlor."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

23202-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1288

Québec, le 29 septembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 329 du 20 février 1947, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 août 1948;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 329, soit modifié de la façon suivante:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés.

Métiers:	Taux horaires
Briqueteur, plâtrier (travaux ordinaires ou d'ornementation, maçon, y compris le tailleur sur le chantier, poseur de blocs de ciment, tireur de joint	\$1.17
Finisseur de ciment	1.00
Calfat	0.90

Charpentier, menuisier, mécanicien dans la construction, y compris les opérations suivantes: forme à béton (boutique ou chantier), posage de paravents (bois ou métal), chassis, fenêtres, "weatherstrips" bardeaux (bois ou amiante ou composition) divisions en acier, ameublements, tels que comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles) tout papier composition, y compris

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1288

Quebec, September 29, 1948.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the City of St. John and the Town of Iberville.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 329 of February 20, 1947, and amendments, relating to the construction industry in the City of St. John and the Town of Iberville;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 28, 1948;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 329, be amended as follows:

1° Section III is replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates*: The following minimum wage rates shall be paid:

Trades:	per hour
Bricklayer, plasterer (ordinary or ornamental operations), mason including the cutter on the field, cement blocks layer, joint pointer	\$1.17
Cement finisher	1.00
Caulker	0.90

Carpenter, joiner, millwright (construction), including the following operations: concrete forms (shop or field), setting or laying of screens (wood or metal), framework, windows, weatherstrips, shingles (wood, asbestos or composition), steel furniture and partitions such as counters and shelves (fixed or moveable), any composition paper, including the laying of wood

le posage de plancher en bois, d'amianté gaufrée et l'assemblage de maisons préfabriquées	0.90	floor and corrugated asbestos layer, the erection of prefabricated houses	0.90
Limeur de scies	0.90	Saw filer	0.90
Gratteur, polisseur, sableur de plancher à la main ou à la machine	0.90	Floor scraper, polisher, sander — hand or machine	0.90
Poseur de lattes en bois ou en métal	0.90	Lather — wood or metal	0.90
Electricien — compagnon	1.00	Journeyman electrician	1.00
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, tapissier, vernisseur de plancher	0.90	Painter, spraying-machine operator, decorator, glazier, paper hanger, floor varnisher	0.90
Plombier, poseur d'appareil de chauffage, mécanicien en tuyauterie: Compagnon	1.00	Plumber, steamfitter, pipe mechanic: Journeyman	1.00
Compagnon junior	0.90	Junior journeyman	0.90
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité)	1.00	Pipe welder (acetylene or electric)	1.00
Poseur de brûleurs à l'huile	1.00	Employee committed to the installation of oil burners	1.00
Ajusteur de gicleurs	1.00	Sprinkler fitter	1.00
Mécanicien en isolement de tuyauterie	1.00	Pipe insulation worker	1.00
Ouvrier-tôlier et ferblantier-couvreur (boutique ou chantier)	1.00	Sheet-metal worker and tinsmith-roofer (shop or field)	1.90
Couvreur-ardoise, tuile	1.25	Roofer — slate, tile	1.25
Couvreur-composition, gravier, sable, asphalte	0.90	Roofer — Composition, gravel, sand, asphalt	0.90
Homme de chaudière	0.65	Boilerman	0.65
Mancœuvre, porteur d'oiseau	0.65	Labourer, hod carrier	0.65
Journalier (ouvrier non qualifié)	0.65	Labourer (common worker)	0.65
Gréeur	0.90	Rigger	0.90
Préposé au compresseur	0.85	Compressor operator	0.85
Chauffeur de camion	0.70	Truck driver	0.70
Charretier	0.65	Carter	0.65
Préposé au malaxeur à vapeur ou au gros malaxeur à gazoline	1.00	Steam mixer operator or large gasoline mixer operator	1.00
Préposé au malaxeur à l'électricité ou au petit malaxeur à gazoline	0.65	Electric mixer operator or small gasoline mixer operator	0.65
Poseur d'acier d'armature	1.00	Reinforcing steel erector	1.00
Poseur de liège isolateur	1.05	Cork insulation layer	1.05
Finisseur de plancher en mastic	0.95	Mastic floor finisher	0.95
Poseur de plancher en mastic	1.15	Mastic floor layer	1.15
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement)	0.85	Kettleman (flooring only)	0.85
Poseur de tuile en asphalte	0.80	Asphalt, tile layer	0.80
Chauffeur (construction)	0.65	Fireman (construction)	0.65
Poseur de terrazzo	1.23	Terrazzo layer	1.23
Préposé aux machines à polir le terrazzo: Machine à sec	1.08	Terrazzo polishing machine operator: Dry polishing	1.08
Machine à l'eau	0.90	Water polishing	0.90
Poseur de marbre	1.30	Marble layer	1.30
Poseur de tuile	1.23	Tile layer	1.23
Mécanicien de machines fixes ou mobiles	0.85	Stationary or portable engine man	0.85
Conducteur de monte-charge	0.70	Freight elevator operator	0.70
Foreur et poudrier	0.90	Drill and powder man	0.90
Machiniste	0.90	Machinist	0.90
Forgeron sur le chantier	0.90	Blacksmith on job	0.90
Préposé aux grues	1.00	Crane operator	1.00
Préposé aux pelles mécaniques	1.00	Shovel operator	1.00
Conducteur de tracteur	0.80	Tractor operator	0.80
Conducteur de rouleau-compresseur (vapeur ou essence)	0.80	Roller operator (steam or gasoline)	0.80
Conducteur de "Bulldozer"	0.80	Bulldozer operator	0.80
Conducteur de niveleuse	0.80	Grader operator	0.80
Vérificateur de matériel et pointeur	35.00	Material checker and time-keeper	\$35.00
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ième classe, (sans limite de la durée journalière de travail, maximum hebdomadaire 72 heures).	0.85	Watchman, employed also as fireman and required to hold a 4th class certificate (without limitation of the daily hours of work — weekly maximum of 72 hours)	0.85
Gardien sur chantier (nuit et jour, sans limite de la durée quotidienne de travail, maximum hebdomadaire 72 heures)	0.45	Watchman on job (night and day, without limitation of the daily hours of work, weekly maximum of 72 hours)	0.45
Chauffeur de bouilloire, devant posséder un certificat de 4ième classe	0.80	Boiler fireman, required to hold a 4th class certificate	0.80
Porteur d'eau	0.60	Water carrier	0.60
Ratisseur d'asphalte	0.75	Asphalt raker	0.75

par semaine

per week

horaires

Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte. 0.70
 Préposé à la canalisation, mateur et soudeur. 0.70"
 2° Le paragraphe "g" de l'article IV est radié.
 3° Que le paragraphe "b-b" suivant soit ajouté à l'article VI:

"b-b) Durant la période du premier mai au premier octobre, s'il y a entente entre un employeur professionnel et ses salariés, les heures de travail pour les ouvriers qualifiés de métier pourront être réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., pourvu que la durée maximum de travail par jour ne dépasse pas neuf (9) heures, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et huit (8) heures les vendredi, et quarante-quatre (44) heures par semaine, afin qu'il n'y ait pas de travail sur aucun chantier de cet employeur professionnel le samedi.

La durée maximum du travail des journaliers (ouvriers non qualifiés) est de dix (10) heures par jour les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi; il n'y a pas de travail le samedi. L'employeur doit avertir le Comité paritaire s'il choisit la semaine de cinq jours et doit lui déclarer, par écrit signé, l'horaire de sa journée de travail."

4° Dans l'article IX, les mots "pourvu que le Comité paritaire en soit avisé" sont remplacés par les mots suivants: "pourvu qu'un permis soit obtenu de l'Inspecteur du Travail".

5° A l'article X — travail supplémentaire, le paragraphe "d" suivant est ajouté:

"d) Pour les ouvriers qualifiés de métiers des employeurs professionnels qui suivent les dispositions du paragraphe "b-b" de l'article VI, tout travail exécuté avant ou après l'horaire choisi par ces employeurs professionnels ou en plus de neuf (9) heures par jour et quarante-quatre (44) par semaine, est considéré comme travail supplémentaire.

Pour les journaliers, tout travail en plus de dix (10) heures par jour est considéré comme travail supplémentaire."

6° Le paragraphe "k" de l'article XII est remplacé par le suivant:

"k) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

1. Charpentier-menuisier, peintre, aspergeur, vitrier, décorateur, tapisserie et vernisseur:	<i>Taux horaires</i>
1ère année.	0.55
2ème année.	0.60
3ème année.	0.65
4ème année.	0.75
2. Electricien, plombier, poseur d'appareils de chauffage, mécanicien en tuyauterie, soudeur en tuyauterie, ouvrier-tôlier et ferblantier-couvreur:	
1ère année.	0.55
2ème année.	0.65
3ème année.	0.70
4ème année.	0.75
3. Briqueteur, maçon, plâtrier:	
1ère année.	0.75
2ème année.	0.80
3ème année.	0.85
4ème année.	1.00
4. Poseur de brûleurs à l'huile:	
1ère année.	0.65
2ème année.	0.75"

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

23203-0

Greffier du Conseil Exécutif.

Men committed to the ramming, smoothing and spreading of asphalt. 0.70
 Men committed to the piping, caulkers and welders 0.70"
 2. Subsection "g" of section IV is deleted.
 3. The following subsection "b-b" is added to section VI:

"b-b) During the period from May 1st to October 1st, if so agreed upon between a professional employer and his employees, the hours of work for skilled trade workers may be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. provided the maximum duration of work per day does not exceed nine (9) hours on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and eight (8) hours on Friday, and forty-four (44) hours per week, so that no work is performed on Saturday by such professional employers' employees.

The maximum duration of work of labourers (common workers) is one of ten (10) hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, with a day off Saturday. The employer shall notify the Parity Committee if he chooses the five-day week and shall give, in a signed statement, the hours of his working day."

4. In section IX, the words "provided the Joint Committee be notified to that effect" are replaced by the words "provided a permit be obtained from the Labour Inspector.

5. The following subsection "d" is added to section X, Overtime:

"d) In the case of the skilled trade workers of professional employers who abide by the provisions of subsection "b-b" of section VI, all time worked before or after the hours chosen by the said employers, or in excess of nine (9) hours per day and of forty-four (44) per week, is considered as overtime.

In the case of labourers, time worked in excess of ten (10) hours per day is considered as overtime."

6. Subsection "k" of section XII is replaced by the following:

"k) The following minimum wage rates shall be paid to apprentices of the trades hereafter mentioned:

1. Carpenter-joiner, painter, sprinkler fitter, glazier, decorator, paper hanger and varnisher:	<i>per hour</i>
1st year	\$0.55
2nd year	0.60
3rd year	0.65
4th year	0.75
2. Electrician, plumber, steamfitter, pipe mechanic, pipe welder, sheet-metal worker and tinsmith-roofer:	
1st year	0.55
2nd year	0.65
3rd year	0.70
4th year	0.75
3. Bricklayer, mason, plasterer:	
1st year	0.75
2nd year	0.80
3rd year	0.85
4th year	1.00
4. Oil burner fitter:	
1st year	0.65
2nd year	0.75"

(Document "D" annexé to the Order)

A. MORISSET,

23203-0

Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Action for Separation as to Property

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 265,212. Victoire Latour, fille de table, épouse commune en biens de Léonard Nationala, résidant et domiciliée au N° 1119 rue Hôtel de Ville, à Montréal, province de Québec, demanderesse, vs Léonard Nationala, cuisinier, résidant et domicilié au N° 1119 rue Hôtel de Ville, à Montréal, province de Québec, défendeur.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 265,212. Victoire Latour, waitress, wife common as to property of Leonard Nationala, residing and domiciled at No. 1119 Hôtel-de-Ville, Montreal, in the province of Quebec, Plaintiff, vs Leonard Nationala, cook, residing and domiciled at No. 1119 Hôtel-de-Ville, Montreal in the province of Quebec, Defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17 septembre 1948.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 17th day of September 1948.

Montréal, le 4 octobre 1948.

Montreal, October 4th, 1948.

Le Procureur de la demanderesse,
23187-o GEOFFROY BIRTZ.

GEOFFROY BIRTZ,
23187-o Attorney for plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Lido Biscuits Ltée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 septembre 1948.

The formation of an association, under the name of "L'Association des Employés de Lido Biscuits Ltée", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 30, 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23188-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
23188 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Syndicat Coopératif de Normetal", en date du 22 août 1948, dont le siège social est situé à Normetal, comté d'Abitibi-Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Syndicat Coopératif de Normetal", under date the twenty-second day of August, 1948, whereof the head office is at Normetal, county of Abitibi-West, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 septembre 1948:

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of September, 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23189-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
23189 Under Secretary of the Province.

RICHELIEU STEEL & METAL CO.

RICHELIEU STEEL & METAL CO.

Règlement spécial No. 24

Special By-law No. 24

"1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de cinq à quatre.

"1. The number of the Board of Directors of the Company be and it is hereby decreased from five to four.

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, modifiés pour se conformer au précédent."

2. The by-laws of the Company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Le précédent est une copie certifiée du règlement spécial N° 24 de la compagnie "Richelieu Steel & Metal Co." passé par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 8 septembre 1948, et dûment ratifié et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 8 septembre 1948, dûment convoquée à cette fin, à laquelle assemblée les détenteurs d'au moins les deux tiers des actions émises et en cours de la compagnie votèrent en faveur.

The foregoing is a certified copy of Special By-law No. 24 of Richelieu Steel & Metal Co. passed by the Directors of the Company at a Meeting held on the 8th of September, 1948 and duly ratified and confirmed at a Special General Meeting of Shareholders of the Company held on the 8th of September, 1948, duly convened for the purpose at which there voted favourably the holdings of at least two-thirds of the issued and outstanding shares of the company.

Le Secrétaire,
23190 JULIUS WELTMAN.

JULIUS WELTMAN,
23190-o Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Maurice de Dalquier", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quatre octobre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Maurice de Dalquier, comté d'Abitibi-Est.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23200-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association Indépendante des Employés de Accessories Manufacturers Limited", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 6 octobre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23205-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Pontiac County Cooperative Medical Services", en date du 14 juin 1948, dont le siège social est situé à Shawville, comté de Pontiac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23207-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative des Employés du Téléphone de Chicoutimi", en date du 9 septembre 1948, dont le siège social est situé à Chicoutimi, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 septembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23208-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative Cherrier", en date du 1er octobre 1948, dont le siège social est situé à Saint-Paul l'Ermitte, comté de L'Assomption, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23225-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Maurice de Dalquier", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 4, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Maurice de Dalquier, county of Abitibi-East.

• JEAN BRUCHÉSI,
23200 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association Indépendante des Employés de Accessories Manufacturers Limited", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 6, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

• JEAN BRUCHÉSI,
23205 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Pontiac County Cooperative Medical Services", under date the fourteenth day of June, 1948, whereof the head office is at Shawville, county of Pontiac, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1948.

• JEAN BRUCHÉSI,
23207 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative des Employés du Téléphone de Chicoutimi", under date the ninth day of September, 1948, whereof the head office is at Chicoutimi, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of September, 1948.

• JEAN BRUCHÉSI,
23208 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative Cherrier", under date the 1st day of October, 1948, whereof the head office is at Saint-Paul l'Ermitte, county of L'Assomption, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of October, 1948.

• JEAN BRUCHÉSI,
23225 Under Secretary of the Province.

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

Règlement

(Approuvé par l'arrêté ministériel N° 1294 du 29 septembre 1948)

A une séance du Conseil d'Administration du Crédit Foncier Franco-Canadien tenue à Montréal, le 21 mai 1948, a été adopté le règlement suivant:

"Attendu que la Loi 8 George VI, chapitre 82, entrée en vigueur le 5 mars 1948, a modifié l'article 49 de la charte de la Société en statuant:

a) Que l'assemblée générale se compose des actionnaires possédant au moins dix actions;

b) Que tous propriétaires d'un nombre d'actions inférieur à dix peuvent se réunir pour former le nombre nécessaire et se faire représenter par l'un d'eux ou par un actionnaire membre de l'assemblée;

Attendu qu'il importe, pour la bonne marche de la Société, de fixer par règlement la date avant laquelle peuvent se grouper les porteurs ainsi qu'il est prévu ci-dessus, il est résolu à l'unanimité ce qui suit:

1° Tous les propriétaires de moins de dix actions qui entendent se grouper pour se faire représenter à une assemblée générale doivent, au moins 30 jours avant la date de cette assemblée, justifier, au siège social de la Société ou au bureau du Comité de Paris, du dépôt de leurs titres par groupe de dix actions. Les actions au porteur appartenant auxdits actionnaires doivent en outre être déposées, 30 jours avant la date de l'assemblée, à l'un des endroits indiqués dans l'avis de convocation.

2° Le présent règlement cessera d'être en vigueur s'il n'est pas approuvé par le Lieutenant-gouverneur en Conseil dans les six mois de cette confirmation par l'Assemblée Générale."

Ce règlement a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée Générale des actionnaires du Crédit Foncier Franco-Canadien tenue à Montréal le 25 mai 1948.

Montréal, le 9 septembre 1948.
Certifié conforme

Le Secrétaire général,

23226-o (Signed) M. J. DE LAVERGNE.

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

By-law

(Approved by Order in Council No. 1294 of the 29th September, 1948)

At a meeting of the Board of Directors of the Crédit Foncier Franco-Canadien held at Montreal on the 21st of May, 1948, the following by-law was adopted:

"Whereas the Act 8 George VI, chapter 82, which came into force on the 5th of March, 1948, amended section 49 of the charter of the corporation by enacting:

a) That the general meeting would be composed of shareholders holding at least ten shares;

b) That any holders of a number of shares less than ten may unite so as to form the required number and be represented by one of the said group or by a shareholder who is a member of the meeting;

Whereas it being expedient, for the smooth running of the corporation, to fix by by-law the date before which the holders may thus form a group as set forth above, it was unanimously resolved as follows:

1. All holders of less than ten shares who intend to form a group in order to be represented at a general meeting must, at least 30 days before the date of the said meeting, give proof, at the head office of the corporation or at the office of the "Comité de Paris", of the deposit of their certificates in groups of ten shares. Shares payable to bearer belonging to the said shareholders must, moreover, be deposited 30 days before the date of the meeting, at one of the places mentioned in the notice convening the meeting.

2. The present by-law shall cease to be in force if it is not approved by the Lieutenant-Governor in Council within the six months following the said confirmation by the General Meeting.

The said By-law was unanimously adopted by the General Meeting of shareholders of Crédit Foncier Franco-Canadien held at Montreal on the 25th day of May, 1948.

Montreal, September 9, 1948.
True copy

(Signed) M. J. DE LAVERGNE,

23226 General Secretary.

Avis est donné que, par jugement rendu, à Montréal, le quatorze septembre 1948 par l'honorable juge A. J. Campbell, l'un des juges de la Cour Supérieure dans et pour le district judiciaire de Montréal, la fin de l'existence corporative du "Fairmount Social Club Inc." constitué en vertu de la Loi des clubs de récréation, ayant son principal bureau et place d'affaires en la cité de Montréal, dit district, a été décrétée, et ce conformément aux dispositions de l'article 231 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Procureur général, le 4 octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
23227-o P. FRENETTE.

Notice is given that in virtue of a judgment rendered at Montreal, on the fourteenth of September, 1948, by Honourable Justice A. J. Campbell, one of the judges of the Superior Court, in and for the judicial district of Montreal, the end of the corporate existence of the "Fairmount Social Club Inc." incorporated under the Amusement Clubs Act, having its head office and place of business in the city of Montreal, said district, has been enacted, and such in conformity with the provisions of article 231 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Attorney General, October 4, 1948.

P. FRENETTE,

23227 Assistant Deputy Attorney General.

SAGUENAY FISH & TRADING COMPANY LIMITED

Règlement spécial "A"

"1. Que le nombre des directeurs de la compagnie constituant le bureau de direction soit

SAGUENAY FISH & TRADING COMPANY LIMITED

Special by-law "A"

"1. That the number of Directors of the Company constituting the Board of Directors

et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq et que le premier paragraphe du règlement N° II soit et il est, par les présentes, modifié en conséquence."

Je, Jean-Baptiste Drolet, secrétaire de la compagnie Saguenay Fish & Trading Company Limited, certifie, par les présentes, conformément à l'article 84 de la Loi des compagnies de Québec, que le règlement ci-dessus mentionné est une copie conforme et exacte du règlement spécial "A" dûment adopté et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, et dûment tenue au bureau de la compagnie, dans la cité de Québec, le 29 mars 1948.

Québec, 20 septembre 1948.

23228 Le Secrétaire,
JEAN-BPT. DROLET.

be and it is hereby increased from three to five and that the first paragraph of By-law No. II be and it is hereby amended accordingly."

I, Jean-Baptiste Drolet, secretary of Saguenay Fish & Trading Company Limited, hereby certify, pursuant to Section 84 of the Quebec Companies Act, that the above mentioned By-law is a true and correct copy of Special By-law "A" duly adopted and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for the purpose and duly held at the office of the Company, in the City of Quebec, on the 29th day of March, 1948.

Quebec, September 20th, 1948.

23228-o JEAN-BPT. DROLET,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Residences Corporation Syndicate", en date du 5 octobre 1948, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 octobre 1948.

23229-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Residences Corporation Syndicate", under date the fifth day of October, 1948, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1948.

23229 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Chartes — Abandon de

AVIS DE DEMANDE DE PERMISSION D'ABANDONNER CHARTE

"Quebec Paving Company Limited", corporation ayant son siège en la cité de Montréal, donne avis par les présentes qu'elle demande la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 30 septembre, 1948.

QUEBEC PAVING COMPANY LIMITED,
[Scéau]

23193-o Par le Secrétaire-trésorier,
THOS. ARNOTT.

Charters — Surrender of

NOTICE OF APPLICATION FOR LEAVE TO SURRENDER CHARTER

Notice is hereby given that "Quebec Paving Company Limited", a body corporate with head office in the city of Montreal, is making application for leave to surrender its charter under the relevant provisions of the Quebec Companies Act (Part I.)

Dated at Montreal, September 30th, 1948.

QUEBEC PAVING COMPANY LIMITED,
[Seal]

23193-o Per: THOS. ARNOTT,
Secretary-Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des Compagnies de Québec, la Compagnie portant le nom de "La Compagnie de Bois Fugère Limitée", demandera la permission d'abandonner sa charte, à une date qui sera fixée par le Lieutenant Gouverneur en Conseil.

Trois-Rivières, ce 4 octobre, 1948.

23209-o Le Procureur,
J. U. GRÉGOIRE.

Notice is hereby given that under the provisions of section 26 of the Quebec Companies Act, the company bearing the name of "La Compagnie de Bois Fugère Limitée", will apply for leave to surrender its charter from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Trois-Rivières, October 4, 1948.

23209 J. U. GRÉGOIRE,
Attorney.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Winthrop-Stearns Inc." a été autorisé à exercer son commerce dans la province de Québec.

Companies Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Winthrop-Stearns Inc." has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de la compagnie dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Placide Morency, 423 rue Ontario, cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation, dans la province de Québec, est établi à 423 rue Ontario, dans ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-trois septembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23183 JEAN BRUCHÉSI.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the Company in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Placide Morency, of 423 Ontario Street, in the City of Montreal.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at 423 Ontario Street, in the said City of Montreal, in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 23rd day of September, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23183-o Under-Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Colebrook Kendrick & Knight Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de la compagnie dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, est M. George J. Jotcham, de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation, dans la Province, est établi à 757 Place d'Armes, dans ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that "Colebrook Kendrick & Knight Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the Company in the Province of Quebec for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. George J. Jotcham, of the City of Montreal.

The principal office of the Corporation in the Province is established at 757 Place d'Armes, in the said City of Montreal, in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Attorney General, the 2nd day of October, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "J. H. Lewis (Duncan) Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de la compagnie dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, est M. Louis J. Duncan, de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation dans la province de Québec est établi à 1488 rue Mountain, dans ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 septembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23212-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that "J. H. Lewis (Duncan) Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the Company in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Louis J. Duncan, of the City of Montreal.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at 1488, Mountain Street, in the said City of Montreal, in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 30th day of September, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23212 Under Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Gatineau, sous le nom de "Cercle agricole de la municipalité du

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' club in the county of Gatineau, under the name of "Cercle agricole de la municipalité du Canton

Canton Masham-nord", conformément à la Loi des cercles agricoles. (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 1er octobre 1948.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
23191-o JULES SIMARD.

Masham-nord", in conformity with the Farmer's Clubs Act. (R.S.Q., 1941, chap. 118).

Quebec, October 1, 1948.

JULES SIMARD,
23191 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 622-47.

Québec, le 5 octobre 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Tharcisius-Ouest, dans le comté de Matapédia, les lots 21 à 34 inclusivement du rang IV du canton de Lepage et les lots 21 à 34 inclusivement du rang I du canton de Blais, et de les annexer à celle de Saint-Alexandre, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23199-41-2-o J.-P. LABARRE.

N° 727-48

Québec, le 6 octobre 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 29 septembre 1948, de changer le nom de la municipalité scolaire de Beauport, dans le comté de Québec, en celui de "Ville de Beauport".

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

N° 931-48

Québec, le 6 octobre 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 29 septembre 1948, de changer le nom de la municipalité scolaire de Lac Blouin, dans le comté d'Abitibi-Est, en celui de "Val Senneville", même comté.

Ce changement prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

N° 1405-47

Québec, le 6 octobre 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 29 septembre 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, les lots 292 à 303 et 417 à 431 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Basile et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Basile paroisse, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

N° 475-48

Québec, le 6 octobre 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 29 septembre, de rescinder l'arrêté ministériel

Department of Education

No. 622-47.

Quebec, October 5, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Tharcisius-Ouest, in the county of Matapédia, lots 21 to 34 inclusively of range IV of the township Lepage, and lots 21 to 34 inclusively of range I of the township Blais, and to annex them to that of Saint-Alexandre, in the same county.

J. P. LABARRE,
23199-41-2 Superintendent of Education.

No. 727-48

Quebec, October 6, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 29, 1948, to change the name of the school municipality of Beauport, in the county of Quebec, into that of "Ville de Beauport".

This Order in Council to take effect eight days after publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 931-48

Quebec, October 6, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 29, 1948, to change the name of the school municipality of Lac Blouin, in the county of Abitibi-East, into that of "Val Senneville", same county.

This change of name to take effect eight days following publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 1405-47

Quebec, October 6, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 29, 1948, to detach from the school municipality of Saint-Basile village, in the county of Portneuf, lots 292 to 303 and 417 to 431 inclusively, of the official cadastre for the parish of Saint-Basile, and to annex them to the school municipality of Saint-Basile parish, in the same county.

This order in council to take effect from the first of July, 1949.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 475-48

Quebec, October 6, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 29, 1948, to repeal the Order

en date du 30 juin 1948, qui érigeait la municipalité scolaire de Saint-Jean de Matha, dans le comté de Joliette, c'est-à-dire que cette érection est nulle et de nul effet.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23219-o J.-P. LABARRE.

N° 417-48.

Québec, le 27 septembre, 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame de la Garde, dans le comté de Gatineau, la partie du lot N° 32 du rang VII du canton de Bowman, appartenant à Monsieur Joseph Boisvert, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Bowman & Denholm dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23148-40-2 J.-P. LABARRE.

in Council dated June 30, 1948, erecting the school municipality of Saint-Jean de Matha, in the county of Joliette, that is to say such erection is null and void.

J.-P. LABARRE,
23219 Superintendent of Education.

No. 417-48.

Quebec, September 27, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Notre-Dame de la Garde, in the county of Gatineau, the part of lot No. 32 of Range VII of the township Bowman, belonging to Mr. Joseph Boisvert, and to annex the same to the school municipality of Bowman & Denholm, in the same county.

J.-P. LABARRE,
23148-40-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport (maintenant partie de la municipalité du village de Giffard) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 690-395 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 septembre 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
23184-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Beauport (now part of the municipality of the village of Giffard) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 690-395 is cancelled in virtue of article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 7th, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
23184-o AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

Département du travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 3746, du 17 octobre 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1287 du 29 septembre, 1948, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 19 octobre 1948 au 19 octobre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3746 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) Les artisans assujettis audit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fur Industry, District of Quebec, formed under decree number 3746, of the 17th of October 1947, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1287 of September 29, 1948, part "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The levy extends from October 19th, 1948, to October 19th, 1949, and is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 3746 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay roll.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

c) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established for

pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

the employee receiving the lowest pay, according to their occupation.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et les salaires gagnés par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire. Ce rapport, dûment signé par l'employeur professionnel, doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee, on the forms supplied for that purpose by the said Committee, a report indicating the hours of labour and the wages earned by each one of his employees governed by the decree, and the sums sent to the Parity Committee; such report, signed by the employer, shall be sent together with the assessments payable by the professional employer and by his employees. All such sums shall be paid with money having legal currency in this province.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire à titre de prélèvement.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages earned or allocations owed to each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire, entre le 1er et le 10 de chaque mois.

These assessments shall be payable every month to the Parity Committee, between the 1st and the 10th day of each month.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation des rapports mensuels chaque fois qu'il le juge à propos.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports when deemed advisable.

3. Rapport financier

3. Financial report

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, district de Québec, pour la période comprise entre le 19 octobre 1948 et le 19 octobre 1949.

Annexed hereto is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fur Industry, District of Quebec, for the period between October 19, 1948, and October 19, 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE DISTRICT DE QUÉBEC

THE PARITY COMMITTEE OF THE FUR INDUSTRY DISTRICT OF QUEBEC

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 19 octobre 1948 et le 19 octobre 1949.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 19, 1948, and October 19, 1949.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels.....	\$2,250.00
Cotisation des salariés.....	2,250.00
Cotisation des artisans.....	300.00
Recettes diverses, honoraires d'examen.....	200.00
	<hr/>
	\$5,000.00
	<hr/>
<i>Dépenses:</i>	
Salaire du secrétaire et bureau.....	\$1,500.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement.....	2,100.00
Papeterie et vérification.....	300.00
Jetons de présence et autres dépenses.....	1,100.00
	<hr/>
	\$5,000.00
	<hr/>

Receipts:

Professional employers' assessments.....	\$2,250.00
Employees' assessments.....	2,250.00
Artisans' assessments.....	300.00
Various receipts, examinations fees..	200.00
	<hr/>
	\$5,000.00
	<hr/>
<i>Expenses:</i>	
Salaries — secretary and office.....	\$1,500.00
Inspector, salary and travelling expenses.....	2,100.00
Stationery and audition.....	300.00
Attendance fees and other expenses.....	1,100.00
	<hr/>
	\$5,000.00
	<hr/>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,

Québec, ce 9 octobre 1948.

23214-o

Quebec, October 9, 1948.

23214-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 2683, du 9 octobre 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 128 du 29 septembre 1948, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers Parity Committee, jurisdiction of Saint Hyacinthe, formed under decree No. 2683, of October 9th, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1287 of September 29, 1948, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Cotisations

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 11 octobre 1948 au 11 octobre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from October 11, 1948, to October 11, 1949, it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires fixes et pourcentages payés à leurs salariés.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire les sommes suivantes:

b) The artisans governed by the decree shall pay the following sums to the Parity Committee:

	par semaine
Pour les artisans barbiers des zones I, II, III et IV	\$0.16 1/4
Pour les artisans barbiers de toutes les autres zones	0.12 1/2
Pour les artisans coiffeurs et coiffeuses pour dames des zones I, II, III et IV	0.12 1/2
Pour les artisans coiffeurs et coiffeuses pour dames de toutes les autres zones	0.10

	per week
Barber artisans of zones, I, II, III and IV	\$0.16 1/4
Barber artisans of all other zones	0.12 1/2
Ladies' male and female hairdressing artisans of zones I, II, III and IV	0.12 1/2
Ladies' male and female hairdressing artisans of all other zones	0.10

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, le salaire et les pourcentages payés et les sommes versées au Comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms giving the hours of labour, the money collected during any one week, the wages and percentages paid and the sums sent to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ledit rapport soit rempli et retourné au Comité paritaire ou à l'inspecteur local, à tous les mois, le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

The professional employer shall have the report made and sent to the Parity Committee, or to the local inspector, every month, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité ou à l'inspecteur local, en même temps que sa propre cotisation.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee and mail same to the said Committee, or to the local inspector, together with his own assessments.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire ou à l'inspecteur local. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee or to the local inspector. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations au siège social du Comité paritaire ou à l'inspecteur local, à chaque mois, le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle elles sont exigibles.

The professional employer and the artisan shall send their assessments to the head office of the Parity Committee or to the local inspector, every month, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which they are requirable.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de St-Hyacinthe pour la période comprise entre le 11 octobre 1948 et le 11 octobre 1949.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET
COIFFEURS DE LA JURIDICTION DE
SAINT-HYACINTHE
1695, rue Marguerite-Bourgeoys,
Saint-Hyacinthe

États des recettes et déboursés prévus pour la période comprise entre le 11 octobre 1948 et le 11 octobre 1949.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 300.00
Salariés	300.00
Artisans	1,100.00
Divers: Examen	50.00
	<hr/>
	\$1,750.00

Déboursés:

Salaires:	
secrétaire-gérant	\$ 520.00
inspecteurs	520.00
Frais d'enquêtes et de déplacement des membres du Comité et des ins- pecteurs	250.00
Frais judiciaires et professionnels	100.00
Jetons de présence	140.00
Bureau des examinateurs	40.00
Frais de bureau, papeterie, poste, etc.	160.00
Vérification	20.00
	<hr/>
	\$1,750.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 octobre 1948. 23217-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, établi en exécution du décret numéro 3723, du 6 octobre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1287 du 29 septembre 1948, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 30 avril 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee, jurisdiction of Saint-Hyacinthe, for the period comprised between October 11, 1948, and October 11, 1949.

THE BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY
COMMITTEE, JURISDICTION OF
ST. HYACINTHE
1695 Marguerite-Bourgeoys Street,
St. Hyacinthe

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 11, 1948, and October, 11, 1949.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 300.00
Employees	300.00
Artisans	1,100.00
Miscellaneous: examinations	50.00
	<hr/>
	\$1,750.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary-manager	\$ 520.00
Inspectors	520.00
Committee members' and inspectors' traveling and investigation expen- ses	250.00
Judicial and professional fees	100.00
Attendance fees	140.00
Board of examiners	40.00
Office expenses, stationery, postage, etc.	160.00
Audition	20.00
	<hr/>
	\$1,750.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 9, 1948. 23217-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, formed under decree No. 3723 of October 6, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1287 of September 29, 1948, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to April 30, 1949; it is laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations payables par chèque, doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, section du gros, de Montréal, pour la période comprise entre le 1er octobre 1948 et le 30 avril 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE SECTION DU GROS, DE MONTRÉAL 1010 est, rue Ste-Catherine, Montréal.

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1948, et le 30 avril 1949.

Recettes:

Cotisation (½ de 1%)	
Employeurs professionnels.	\$ 8,050.00
Artisans.	1,175.00
Salariés.	8,050.00
	<hr/>
	\$17,275.00

Déboursés:

Assurances, feu, vol, garantie, etc. . .	\$ 58.30
Assurance-chômage.	47.25
Dépenses générales.	1,516.60
Direction, personnel (bureau)	2,042.25
Éclairage.	21.00
Frais légaux	1,680.00
Frais de déplacements, voyages.	2,926.00
Imprévus.	581.00

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wage set for the journeyman receiving the lowest pay.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be filed in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report together with the assessments to be paid with cheques, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, for the period between October 1st 1948 and April 30, 1949.

FUR INDUSTRY PARITY COMMITTEE, WHOLESALE SECTION OF MONTREAL 1010 St. Catherine E., Montreal.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 1st, 1948, and April 30th, 1949.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.	\$ 8,050.00
Artisans.	1,175.00
Employees.	8,050.00
	<hr/>
	\$17,275.00

Disbursements:

Insurance, fire, theft, guarantee, etc.	58.30
Unemployment insurance.	47.25
General expenses.	1,516.60
Administration and office staff.	2,042.25
Lighting.	21.00
Legal expenses.	1,680.00
Travelling expenses, trips.	2,926.00
Unforeseen expenses.	581.00

Inspecteurs (salaires).....	1,575.00	Inspectors (salaries).....	1,575.00
Jetons de présence (frais de déplacements des délégués).....	2,128.00	Meeting expenses and travelling expenses of the delegates.....	2,128.00
Loyer et téléphone.....	700.00	Rent and telephone.....	700.00
Organisation et publicité.....	292.35	Organization and publicity.....	292.35
Papeterie, impressions.....	817.25	Stationery and printing.....	817.25
Secrétaire.....	2,217.25	Secretary.....	2,217.25
Taxe d'eau (cité de Montréal).....	30.50	Water tax (City of Montreal).....	30.50
Timbres, télégrammes, mandats.....	292.25	Stamps, telegrams, money-orders...	292.25
Vérification.....	350.00	Audition.....	350.00
	\$17,275.00		\$17,275.00
Le Sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY.		GÉRARD TREMBLAY, Deputy-Minister of Labour.	
Ministère du Travail, Québec, ce 9 octobre 1948.		Department of Labour, Quebec, October 9, 1948.	
	23215-0		23215-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Marchands de Magog, établi en exécution du décret numéro 3585, du 4 octobre 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1287 du 29 septembre 1948, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 12 octobre 1948 au 11 octobre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

A la fin de chaque mois, l'inspecteur, qui est en même temps secrétaire du Comité paritaire, va requérir le rapport mensuel de chaque employeur professionnel et percevoir les cotisations dudit employeur professionnel et de ses salariés.

Ce rapport mensuel doit être signé avant d'être remis à l'inspecteur du Comité paritaire.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos, et cela, soit par l'employeur professionnel et ses salariés ou l'un d'eux, soit par l'employeur professionnel seul, soit par un ou plusieurs de ses salariés.

L'inspecteur requiert le rapport et les cotisations qui doivent l'accompagner, dans les quatre semaines suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Merchants of Magog, formed under decree No. 3585, of October 4th, 1940 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1287 of September 29, 1948, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments) to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from October 12th, 1948, to October 11th, 1949; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentage paid to their employees.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employer with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

At the end of each month the inspector, who is also the secretary of the Parity Committee, shall collect the report from every professional employer and the assessments of the said professional employer and of his employees.

This monthly report shall be signed before it is remitted to the inspector of the Parity Committee.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable, whether from the professional employer and his employees or one thereof whether from the professional employer alone or from one or more of his employees.

The inspector requires the report and the assessments in the four weeks following the date of expiration of the period for which the said report is requirable.

3. Rapport financier

3. Financial report

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues du Comité paritaire des marchands de Magog, pour la période comprise entre le 12 octobre 1948 et le 11 octobre 1949.

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Parity Committee of the Merchants of Magog, for the period comprised between October 12th, 1948, and October 11th, 1949.

COMITÉ PARITAIRE DES MARCHANDS DE MAGOG

PARITY COMMITTEE OF THE MERCHANTS OF MAGOG

Estimé des recettes et des dépenses prévues pour la période comprise entre le 12 octobre 1948 et le 11 octobre 1949.

Estimated receipts and disbursements for the period comprised between October 12, 1947, and October 11, 1949.

Recettes :

Cotisations (½ de 1%) :

Employeurs professionnels	\$ 666 .00
Salariés	666 .00
	<hr/>
	\$1,332.00

Receipts :

Assessments (½ of 1%) :

Professional employers	\$ 666.00
Employees	666.00
	<hr/>
	\$1,332.00

Dépenses :

Téléphone	\$ 24.00
Loyer	240.00
Lumière	24.00
Papeterie	60.00
Vérification	20.00
Salaire	728.00
Impression	78.00
Divers	58.00
Jetons de présence	100.00
	<hr/>
	\$1,332.00

Expenses :

Telephone	\$ 24.00
Rent	240.00
Lighting	24.00
Stationery	60.00
Audition	20.00
Salary	728.00
Printing	78.00
Miscellaneous	58.00
Attendance fees	100.00
	<hr/>
	\$1,332.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GWRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 octobre 1948. 23218-o

Department of Labour,
Quebec, October 9, 1948. 23218-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux, dont le texte suit, adoptés par le Comité paritaire des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Trois-Rivières et District, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1286 du 29 septembre 1948 (section "A"), et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1128 du 1er septembre 1948.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux de ce comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws, adopted by the Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the District of Three Rivers, have been approved by Order in Council number 1286 of September 29, 1948 (part "A"), and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee already approved by Order in Council number 1128 of September 1, 1948.

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws of this Parity Committee have been rendered obligatory:

Certificat de qualification

Certificate of competency

"Art. 27. Le Comité paritaire décide, d'accord avec l'article 25 de la Loi de la convention collective que le certificat de qualification est obligatoire pour tous les salariés assujettis au décret numéro 1040 du 4 août 1948 dans toute la juridiction territoriale dudit décret. Les honoraires d'examen pour l'émission du certificat sont de \$2.00 pour les compagnons et de \$1.00 pour les apprentis.

"Art. 27-A. Le Comité paritaire décide que le certificat de qualification soit émis par le

"Sec. 27. Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders obligatory the certificate of competency in the entire territorial jurisdiction of the decree number 1040 of August 4, 1948, for all the employees governed by the said decree.

The examination fees for the issue of a certificate shall be \$2.00 for a journeyman and \$1.00 for an apprentice.

"Sec. 27-A. The Parity Committee decides to have the certificate of competency issued by the

bureau des examinateurs formé de la façon suivante:

- En ce qui touche le métier proprement dit:
- 1 représentant des maîtres barbiers-coiffeurs;
- 1 représentant des employés barbiers-coiffeurs;
- 1 représentant des maîtresses coiffeuses;
- 1 représentant des employées coiffeuses."

Tenue du registre

"Art. 28. Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire impose à tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1040 du 4 août 1948, l'obligation de tenir un registre où sont indiqués les noms, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, la durée et la nature du travail régulier et supplémentaire de chaque jour ainsi que le salaire payé pour ce travail, avec mention du mode et de l'époque de paiement."

Rapport mensuel

"Art. 29. Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1040 du 4 août 1948 à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 octobre 1948.

23216-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux, dont le texte suit, adoptés par le Comité paritaire de l'industrie de la Boîte de Carton—Juridiction de Québec, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1286 du 29 septembre 1948 (section "B") et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1231 du 22 septembre 1948 (section "A").

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux de ce comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

"Art. 34. *Tenue du registre*: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1133 du 1er septembre 1948, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le tra-

Board of Examiners formed as follows:

- In respect of the trade itself:
- 1 representative of the master barber-hair-dressers;
- 1 representative of the barber-hairdresser employees;
- 1 representative of the female master hair-dressers;
- 1 representative of the female hairdresser employees."

Keeping of a register

"Sec. 28. Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 1040 of August 4, 1948, the keeping of a register giving the name in full and address of every employee in their employ, his qualification, the duration and nature of regular and overtime work of each day and the wages paid, with mention of the mode and period of payment."

Monthly report

"Sec. 29. Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires all professional employers governed by the decree number 1040 of August 4, 1948, to transmit to it a monthly report in writing signed by himself, or by an authorized person in their employ, on which shall be given the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employers may obtain the necessary forms for making the said report from the Parity Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 9, 1948.

23216-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws, adopted by the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction, have been approved by Order in Council number 1286 of September 29, 1948 (part "B") and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee, already approved by Order in Council number 1231 of September 22, 1948 (part "A").

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws of this Parity Committee have been rendered obligatory:

Sec. 34. *Keeping of a register*: Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 1133 of September 1, 1948, the keeping of a register giving the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the exact time at which the work was

vail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret."

"Art. 35. *Rapport mensuel* : Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1133 du 1er septembre 1948, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 octobre 1948. 23213-0

begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as well as all other information required for the proper enforcement of the decree."

"Sec. 35. *Monthly report* : Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires all professional employers governed by the decree number 1133 of September 1, 1948, to transmit to it a monthly report in writing signed by himself, or by an authorized person in their employ, on which shall be given the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employers may obtain the necessary forms for making the said report from the Parity Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 9, 1948. 23213-0

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que le permis de "Indiana Lumbermens Mutual Insurance Company", de Indianapolis, Indiana, n'a pas été renouvelé au 1er juillet 1948 et que, en conséquence, son enregistrement a été annulé à compter de la même date.

Cet avis est donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances de Québec.

Donné le 4 octobre 1948, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

23195-41-2-o Surintendant des assurances.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "Progressive Insurance Company of Canada — La Progressive, Compagnie d'Assurances du Canada," enregistrée sous le N° 483, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement N° 3527 qui l'autorise, à compter du 11 août 1948, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défektivité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Garantie; Température; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à Montréal, province de Québec.

La compagnie a nommé monsieur Anselme Samoisette, 276 Ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 27 septembre 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
23143-40-2-o Surintendant des assurances.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the license of "Indiana Lumbermens Mutual Insurance Company" of Indianapolis, Indiana, has not been renewed as at the 1st of July 1948. In consequence, its registration has been cancelled as from the same date.

This notice is given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act.

Given the 4th of October 1948, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

23195-41-2-o Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Progressive Insurance Company of Canada — La Progressive, Compagnie d'Assurances du Canada," registered under No. 483, has obtained the license and certificate of registration No. 3527 authorizing it, as from the 11th of August 1948, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, windstorm; Accident; Automobile; Guarantee; Inland transportation; Personal property; Plate glass; Real property; Theft; Weather.

The head office of the company is situated at Montreal, province of Quebec.

The company has appointed Mr. Anselme Samoisette, 276 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 27th of September 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
23143-40-2-o Superintendent of Insurance.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Choquette	Guy	21	Québec	Pensionnat St-Louis de Gonzague et Séminaire de Québec.
Dufour	Marcel	25	Québec	Collège Ste-Anne de la Pocatière et Ecole Michaud, Québec.
Richard	Evariste	24	Leclercville	Ecole Primaire et Séminaire de Québec.
Fleury	Jacques	23	Giffard	Externat St-Jean Eudes.
Maltais	Armand	35	Québec	Séminaire de Gaspé.

Québec, le 6 octobre 1948 — Quebec, October 6th, 1948.

23221-41-2-0

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAudeau,
Secretary of the Bar of Quebec.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général suppléant,
C.-E. CANTIN.

ATTENDU que l'honorable ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément à l'article 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus, 1941, chapitre 320), un plan de l'Augmentation de Dequen, comprenant une partie des rangs A, B, C, V à XV et leurs subdivisions respectives, ainsi que les îles 1 à 9, division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan a aussi été préparé conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec.

ATTENDU que ce plan et livre de renvoi officiels font maintenant partie des archives du bureau du département des terres et forêts;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ce plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, à Roberval;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 22 septembre 1948, portant le numéro 1195,

Nous donnons avis du dépôt des plan et livre de renvoi officiels au bureau de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest, à Roberval, et

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General

WHEREAS the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared under his direction, in conformity with section 2 of the Cadastre Act (Revised Statutes 1941, chapter 320), a plan of "L'Augmentation de Dequen", comprising part of ranges A, B, C, V to XV and their respective subdivisions, and also the islands 1 to 9. Registration Division of Lake St. John West.

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference now remain of record in the Department of Lands and Forests;

WHEREAS, in conformity with the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of said plan official and book of reference have been filed in the office of the Registration Division of Lake St. John West, at Roberval;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order bearing date September 22, 1948, bearing number 1195,

We give notice of the filing of the official plan and book of reference in the office of the Registration Division of Lake St. John West, at Roberval, and,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à l'Augmentation de Dequen, comprenant une partie des rangs A, B, C, V à XV et leurs subdivisions respectives, ainsi que les îles 1 à 9, division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, cet enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites par l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET; Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour de septembre en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province of
Québec,
[L. S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général supp., C.-E. CANTIN. **A**T TENDU que l'honorable ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément à l'article 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus, 1941, chapitre 320), un plan du canton de Fournière, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan a aussi été préparé conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels font maintenant partie des archives du bureau du département des terres et forêts;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies

We fix to the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Québec, shall come into force respecting "L'Augmentation de Dequen", comprising part of ranges A, B, C, V to XV and their respective subdivisions, and also the Islands 1 to 9, Registration Division of Lake St. John West;

We invite all interested parties on pain of forfeiture of the priority provided by the Civil Code of Our Province of Québec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Québec, and to renew within two years following the date hereinabove fixed, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OL ALL OF WHICH OUR LOVING subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirtieth day of September, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

C.-E. CANTIN, Assistant Deputy Attorney General. **W**HEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Québec has had prepared, under his direction, pursuant to the provisions of section 2, of Cadastre Act (R.S.Q., 1941, c. 320) a plan of the township of Fournière, in the Registration Division of Abitibi;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Québec;

WHEREAS the said plan and book of reference now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS in conformity with the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact

exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi, à Amos;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 22 septembre 1948, portant le numéro 1196,

Nous donnons avis du dépôt des plan et livre de renvoi officiel au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi, à Amos, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement au canton de Fournière, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, cet enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites par l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour de septembre en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général suppléant, C. E. CANTIN, } ATTENDU que l'honorable ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément à l'article 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus, 1941, chapitre 320) un plan du cadastre du Canton de Hudon, dans la division d'enregistrement du Lac-St-Jean-Ouest ;

copies of said official plan and book of reference have been filed in the office of the Registration of Abitibi, at Amos;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order dated September 22, 1948, bearing number 1196,

We give notice of the filing of said official plan and book of reference in the Registration Division of Abitibi, at Amos and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of Article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, with respect to the township of Fournière, in the Registration Division of Abitibi;

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH Our Loving Subjects and all others whom these Presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirtieth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Assistant-Deputy Attorney-General, } WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests, of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of section 2 of the Cadastre Act (Revised Statutes, 1941, chapter 320), a cadastral plan of the Township of Hudon, in the registration division of Lake St. John-West ;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan a aussi été préparé conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels font maintenant partie des archives du bureau du département des terres et forêts ;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest, à Roberval;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 22 septembre 1948, portant le numéro 1198,

Nous donnons avis du dépôt des plan et livre de renvoi officiels du bureau de la division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest, à Roberval, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement au cadastre du Canton de Hudon, dans la division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest ;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, cet enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites par l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquences.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour de septembre en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.

EUG. FISET

[L. S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général
suppléant,
C.-E. CANTIN.

ATTENDU que l'honorable ministre des

WHEREAS an official book of reference preselecting the said plan was also prepared in accordance with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference now remain of record in the Department of Lands and Forests;

WHEREAS pursuant to the provisions of Articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of the said official plan and book of reference have been filed in the office of the Registration Division of Lake St. John-West, at Roberval ;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order dated September 22, 1948, bearing No. 1198,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference in the office of the Registration Division of Lake St. John-West, at Roberval, and

We fix the date of publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* the day upon which the provisions of Article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting the cadastre for the Township of Hudon, in the registration division of Lake St. John-West;

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to renew within the two years following the date as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR LOVING subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed :

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirtieth day of September, in the year of Our Lord one Thousand nine hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.

EUG. FISET

[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney
General.

WHEREAS the Honourable Minister of Lands

terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément à l'article 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus, 1941, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de Hémon, dans la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean-Ouest, comprenant les lots 1, 2A, 2B, 3 à 20 inclu., rang A et les îles désignées sous les numéros 1, 2 et 3;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan a aussi été préparé conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels font maintenant partie des archives du bureau du département des terres et forêts;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean-Ouest, à Roberval;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 22 septembre 1948, portant le numéro 1197,

Nous donnons avis du dépôt des plan et livre de renvoi officiels au bureau de la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean-Ouest, à Roberval, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à une partie du canton de Hémon, dans la division d'enregistrement de Lac Saint-Jean-Ouest, comprenant les lots 1, 2A, 2B, 3 à 20 inclu., rang A et les îles désignées sous les numéros 1, 2 et 3;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, cet enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites par l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour de septembre en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

and Forest of Our Province of Québec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Québec 1941, section 2, chapter 320), a plan of a part of the township Hémon, in the registration division of Lake St. John West, comprising lots 1, 2A, 2B, 3 to 20 incl., range A and the islands described as Nos. 1, 2 and 3;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan was also prepared in accordance with the provisions of Article 2167 of the Civil Code of Our Province of Québec;

WHEREAS the said official plan and book of reference now remain of record in the Department of Lands and Forests;

WHEREAS pursuant to the provisions of Articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of the said official plan and book of reference have been filed in the office of the Registration Division of Lake St. John West, at Roberval;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order dated September 22, 1948, bearing No. 1197,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference in the office of the Registration Division of Lake St. John West, at Roberval, and

We fix the date of publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* the day upon which the provisions of Article 2168 of the Civil Code of Our Province of Québec will come into force respecting a part of the township of Hémon, in the registration division of lake St. John West, comprising lots 1, 2A, 2B, 3 to 20 incl., range A and the islands described under numbers 1, 2 and 3;

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Québec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Québec, and to renew within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec this thirtieth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de
Québec.

EUG. FISET

[L. S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.
A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général suppl.,
C.-E. CANTIN. { ATTENDU que l'honorable ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément à l'article 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus, 1941, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de La Trappe, dans la division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest, comprenant une partie des rangs I à VI;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan a aussi été préparé conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels font maintenant partie des archives du bureau du département des terres et forêts;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest, à Roberval;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 11 septembre 1948, portant le numéro 1199;

Nous donnons avis du dépôt des plan et livre de renvoi officiels au bureau de la division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest, à Roberval, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à la partie du canton de La Trappe, dans la division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest, comprenant une partie des rangs I à VI;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, cet enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites par l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Canada,
Province of
Quebec.

EUG. FISET

[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C.-E. CANTIN, Assistant Deputy Attorney General. { WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of section 2 of the Cadastre Act (Revised Statutes, 1941, chapter 320), a plan of a part of the township of La Trappe, in the Registration Division of Lake St. John-West, comprising a part of ranges I to VI;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan was also prepared in accordance with the provisions of Article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference now remain of record in the Department of Lands and Forests;

WHEREAS pursuant to the provisions of Articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of the said official plan and book of reference have been filed in the office of the Registration Division of Lake St. John-West, at Roberval;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order dated September 22, 1948, bearing No. 1199.

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference in the office of the Registration Division of Lake St. John-West, at Roberval, and

We fix the date of publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* the day upon which the provisions of Article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting the part of the township of La Trappe, in the registration division of Lake St. John-West, comprising a part of ranges I to VI;

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D. S. O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de septembre en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
23220-o JEAN BRUCHÉSI.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-ninth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
23220 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "D" Farm Inc. une compagnie constituée en corporation par lettres patentes le neuvième jour de décembre mil neuf cent quarante-six et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au No civique 240 St. Jacques ouest.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 28ième jour de septembre 1948.

Le Président,
23185-o DAVID G. GIBB.

Province de Québec — District de Montréal

ORMSTOWN WAR MEMORIAL COMMUNITY CENTRE INC. ORMSTOWN, P. Q.

Avis est, par les présentes, donné que a corporation Ormstown War Memorial Community Centre Inc., constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12 février 1948, et ayant son bureau principal à Ormstown, district de Beauharnois, province de Québec, a établi son siège social à Ormstown, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social du centre.

Daté à Ormstown, district de Beauharnois, province de Québec, le 23 septembre 1948.

(Sceau)
Le Secrétaire,
23186 R. F. CORKRAN.

AVIS DE SIÈGE SOCIAL DE MONTROSE BUILDERS INC.

Avis est, par les présentes, donné que le siège social de la compagnie Montrose Builders Inc. est situé à 5600 rue Canterbury, Montréal.

Montréal, 28 septembre 1948.
Le Secrétaire,
23210 GERSHON MAX STERN.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que "The Prospectors and Miners Club", constitué en corporation par lettres patentes en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, le 30 août 1948, et ayant son bureau principal en la ville de Val d'Or, P.Q., a établi son siège social au N° 809 troisième avenue, en ladite ville de Val d'Or.

Daté en la ville de Val d'Or, P.Q., le 5 octobre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
23211 R. K. BIDGOOD.

Head offices

Notice is hereby given that "D" Farm Inc. a Company incorporated by Letters Patent on the Ninth day of December Nineteen hundred and forty-six, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at civic No. 240 St. James Street West.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 28th day of September 1948.

DAVID G. GIBB,
23185-o President.

Province of Quebec — District of Montreal.

ORMSTOWN WAR MEMORIAL COMMUNITY CENTRE INC. ORMSTOWN, P. Q.

Notice is hereby given that Ormstown War Memorial Community Centre Inc., incorporated by Letters Patent under Part III of the Quebec Companies Act on the 12th day of February, 1948, and having its head office in Ormstown in the District of Beauharnois in the Province of Quebec, has established its Head Office, at Ormstown, Province of Quebec.

From and after the date of this Notice the said Office shall be considered as being the Head Office of the Centre.

Dated at Ormstown in the District of Beauharnois, in the Province of Quebec, this 23rd day of September, 1948.

(Seal)
R. F. CORKRAN,
23186-o Secretary.

NOTICE OF HEAD OFFICE OF MONTROSE BUILDERS INC.

Notice is hereby given that the Head Office of Montrose Builders Inc. is situated at 5600 Canterbury Street, Montreal.

Montreal, Sept., 28th, 1948.
GERSHON MAX STERN,
23210-o Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that "The Prospectors and Miners Club," incorporated by Letters Patent, under Part III, of the Quebec Companies' Act, on the 30th, day of August, 1948, and having its head office in the Town of Val d'Or, P.Q., has established its head office at No. 809, Third Avenue, in the said town of Val d'Or.

Dated at the town of Val d'Or, P.Q., this 5th, day of October, 1948.

R. K. BIDGOOD,
23211-o Secretary-treasurer.

AVIS DE LA SITUATION DE BUREAU PRINCIPAL DE LA COMPAGNIE "CITY & DISTRICT LAND & DEVELOPMENT CO. LTD.

Avis est donné que la compagnie "City & District Land & Development Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 16ème jour de décembre 1947, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal-Sud, district de Montréal, a établi son bureau au N° 1151 rue Victoria.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 22 septembre, 1948.

Le Président,
GUY F. DUBUC.

23194-o

NOTICE OF SITUATION OF THE HEAD OFFICE OF THE "CITY & DISTRICT LAND & DEVELOPMENT CO., LTD."

Notice is given that the "City & District Land & Development Co. Ltd.", incorporated by letters patent, dated the 16th day of December, 1947, and having its head office in the Town of Montreal-South, district of Montreal, has established its office at No. 1151 Victoria Street.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 22nd day of September, 1948.

GUY F. DUBUC,
President.

23194

Soumissions

Province de Québec

CITÉ DE HULL
(Comté de Hull)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, mardi le 26 octobre 1948, pour l'achat de \$500,000.00 d'obligations de la Cité de Hull, datées du 1er février 1948 et remboursables en séries du 1er février 1950 au 1er février 1963, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Ces obligations sont une tranche d'une émission totale de \$2,181,000.00 dont \$700,000 ont déjà été vendues. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$500,000 — 14 ans

Année	Capital
1er février 1950.	\$20,000.00
1er février 1951.	20,000.00
1er février 1952.	20,000.00
1er février 1953.	20,000.00
1er février 1954.	20,000.00
1er février 1955.	25,000.00
1er février 1956.	25,000.00
1er février 1957.	25,000.00
1er février 1958.	25,000.00
1er février 1959.	20,000.00
1er février 1960.	20,000.00
1er février 1961.	20,000.00
1er février 1962.	20,000.00
1er février 1963.	220,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Québec, à Montréal, à Hull ou au bureau du Trésorier de la Cité de Hull, à l'Hôtel de Ville.

Ces obligations pourront être émises en coupures de \$500 ou \$1,000 au choix du soumissionnaire et pourront être enregistrées quant au capital.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toute échéance d'intérêts, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Tenders

Province of Quebec

CITY OF HULL
(County of Hull)

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon, Tuesday, October 26, 1948 for the purchase of an issue of \$500,000.00 of bonds of the City of Hull, dated February 1st, 1948 and redeemable serially from February 1st 1950 to February 1st 1963, with interest at a rate not exceeding 3½% payable semi-annually the 1st of February and the 1st of August of each year. The rate offered may be the same or may vary according to maturities. These bonds are a portion of an issue of \$2,181,000.00, of which \$700,000 have already been sold. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$500,00 — 14 years.

Year	Capital
February 1st, 1950.	\$20,000.00
February 1st, 1951.	20,000.00
February 1st, 1952.	20,000.00
February 1st, 1953.	20,000.00
February 1st, 1954.	20,000.00
February 1st, 1955.	25,000.00
February 1st, 1956.	25,000.00
February 1st, 1957.	25,000.00
February 1st, 1958.	25,000.00
February 1st, 1959.	20,000.00
February 1st, 1960.	20,000.00
February 1st, 1961.	20,000.00
February 1st, 1962.	20,000.00
February 1st, 1963.	220,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Quebec, at Montreal, at Hull or at the office of the Treasurer of the City of Hull, at the City Hall.

These bonds may be issued in denomination of \$500 or \$1,000 at the option of the tender, and may be registered as to capital.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 26 octobre 1948, à huit heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville.

La livraison de ces obligations sera faite à Hull, P.Q., le ou avant le 20 novembre 1948.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull, (comté de Hull), ce quatrième jour d'octobre 1948.

Le Greffier,
H. LEON LEBLANC.

23192-o

Province de Québec

CITÉ DE LACHINE
(COMTÉ DE JACQUES-CARTIER)

Avis est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées marquées sur l'enveloppe "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, à l'hôtel-de-ville de la Cité de Lachine, 1800, rue St-Joseph, Lachine, jusqu'à huit heures de l'après-midi, le 25 octobre 1948, pour l'achat d'obligations au montant de \$307,500.00 remboursables en séries 20 ans, datées du premier novembre 1948 et émises sous l'autorité des règlements d'emprunts nos 948, 952, 957, 959 et 963 du conseil de la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier.

Lesdites soumissions devront mentionner le taux d'intérêt desdites obligations au choix du soumissionnaire, lequel taux ne devra pas cependant excéder 3½% et le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. L'intérêt sera payable semi-annuellement. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Le premier novembre des années	Rachat annuel
1949	\$11,000.00
1950	11,000.00
1951	11,500.00
1952	11,500.00
1953	12,500.00
1954	13,500.00
1955	13,500.00
1956	13,500.00
1957	14,000.00
1958	14,000.00
1959	15,500.00
1960	16,000.00
1961	17,000.00
1962	17,500.00
1963	18,000.00
1964	18,500.00
1965	19,000.00
1966	19,500.00
1967	20,000.00
1968	20,500.00

Le capital et les intérêts seront payables au bureau principal de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal ou à tout autre endroit qui pourra être déterminé par résolution du conseil.

Lesdites obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute date d'échéance d'intérêt, au pair; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the City Council to be held on October 26th, 1948, at eight o'clock in the evening, at the City Hall.

Delivery of these bonds will be at Hull, P.Q., on or before November 20th, 1948.

The City Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hull, (County of Hull), October 4, 1948.

H. LEON LEBLANC,
City Clerk.

23192-o

Province of Quebec

CITY OF LACHINE
(COUNTY OF JACQUES-CARTIER)

Notice is hereby given that sealed tenders endorsed on the envelope "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, at the City Hall of the City of Lachine, 1800, St-Joseph street, Lachine, up to eight o'clock in the afternoon, the 25th of October 1948, for the purchase of \$307,500.00 of bonds, redeemable in twenty years series, dated from November 1st, 1948 and issued under authority of Loan By-laws Nos. 948, 952, 957, 959 and 963 of the council of the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier.

The interest rate on said bonds shall be at the option of the tender, which rate shall not exceed, however, 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually. The table of redemption is as follows:

November the 1st of the years	Annual Maturities
1949	\$11,000.00
1950	11,000.00
1951	11,500.00
1952	11,500.00
1953	12,500.00
1954	13,500.00
1955	13,500.00
1956	13,500.00
1957	14,000.00
1958	14,000.00
1959	15,500.00
1960	16,000.00
1961	17,000.00
1962	17,500.00
1963	18,000.00
1964	18,500.00
1965	19,000.00
1966	19,500.00
1967	20,000.00
1968	20,500.00

Capital and interest will be payable at the principal office of the bank mentioned in the loan procedure in Montreal, or at any other place which might be determined by resolution of the council.

The said bonds may, under authority of Chapter 212 Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest payment date, at par; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order.

Les soumissions seront prises en considération à la session régulière du conseil de la Cité de Lachine qui sera tenue le 25 octobre 1948, à huit heures du soir, à l'hôtel-de-ville, 1800, rue St-Joseph, Lachine.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de la livraison.

Le conseil de la Cité de Lachine se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cité de Lachine, ce 9ième jour d'octobre mil neuf cent quarante-huit.

Le Greffier,
ÉMILE DAOUST.

23222-o

The tenders will be considered at the regular meeting of the council of the City of Lachine to be held the 25th of October 1948, at eight o'clock in the evening, at the City Hall, 1800 St-Joseph street, City of Lachine.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The council of the City of Lachine reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

City of Lachine, this 9th day of October 1948.

ÉMILE DAOUST,
City Clerk.

23222-o

Province de Québec

VILLE LASALLE
(COMTÉ DE JACQUES-CARTIER)

Avis est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées marquées sur l'enveloppe "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, à l'hôtel-de-ville de Ville LaSalle, 13 rue Strathyre, Ville LaSalle, jusqu'à huit heures de l'après-midi, le 27 octobre 1948, pour l'achat d'obligations au montant de \$462,500.00 remboursables en séries vingt ans, datées du premier novembre 1948 et émises sous l'autorité des règlements d'emprunts Nos 294, 315, 317, 318, 319, 320, 325 et 328 du conseil de Ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier.

Lesdites soumissions devront mentionner le taux d'intérêt desdites obligations au choix du soumissionnaire, lequel taux ne devra pas cependant excéder 3½% et le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. L'intérêt sera payable semi-annuellement. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Le premier novembre des années	Rachat annuel
1949	\$ 13,000.00
1950	13,000.00
1951	13,500.00
1952	15,000.00
1953	15,000.00
1954	15,500.00
1955	16,000.00
1956	16,000.00
1957	16,500.00
1958	17,000.00
1959	17,000.00
1960	17,000.00
1961	17,000.00
1962	18,000.00
1963	18,000.00
1964	19,500.00
1965	19,500.00
1966	20,000.00
1967	20,500.00
1968	145,500.00

Le capital et les intérêts seront payables au bureau principal de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal ou à tout autre endroit qui pourra être déterminé par résolution du conseil.

Lesdites obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute date d'échéance d'intérêt, au pair; cependant si tel rachat est

Province of Quebec

TOWN OF LASALLE
(COUNTY OF JACQUES-CARTIER)

Notice is hereby given that sealed tenders endorsed on the envelope "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, at the City Hall of the Town of LaSalle, 13 Strathyre avenue, Town of LaSalle, up to eight o'clock in the afternoon, the 27th of October 1948, for the purchase of \$462,500.00 of bonds, redeemable in twenty years series, dated from November 1st, 1948 and issued under authority of Loan By-laws Nos. 294, 315, 317, 318, 319, 320, 325 and 328 of the council of the Town of LaSalle, in the county of Jacques-Cartier.

The interest rate on said bonds shall be at the option of the tender, which rate shall not exceed, however, 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually. The table of redemption is as follows:

November the 1st of the years	Annual Maturities
1949	\$ 13,000.00
1950	13,000.00
1951	13,500.00
1952	15,000.00
1953	15,000.00
1954	15,500.00
1955	16,000.00
1956	16,000.00
1957	16,500.00
1958	17,000.00
1959	17,000.00
1960	17,000.00
1961	17,000.00
1962	18,000.00
1963	18,000.00
1964	19,500.00
1965	19,500.00
1966	20,000.00
1967	20,500.00
1968	145,500.00

Capital and interest will be payable at the principal office of the bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, or at any other place which might be determined by resolution of the council.

The said bonds may, under authority of Chapter 212 Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest payment date, at par; however, if such redemption be partial the bonds

partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront prises en considération à la session spéciale du Conseil de Ville LaSalle qui sera tenue le 27 octobre 1948, à huit heures du soir, à l'hôtel-de-ville, 13 rue Strathyre, Ville LaSalle.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de la livraison.

Le conseil de Ville LaSalle se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville LaSalle, ce 9ième jour d'octobre mil neuf cent quarante-huit.

23223-o Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT GRAVEL.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA SARRÉ
(COMTÉ D'ABITIBI-OUEST)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le 25 octobre 1948, pour l'achat de \$15,000.00 d'obligations de la corporation municipale du village de La Sarre, comté d'Abitibi-Ouest, datées du 1er novembre 1948 et remboursables en séries du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1958 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$15,000.00—10 ans

Année	Capital
1er novembre 1949	\$1,500.00
1er novembre 1950	1,500.00
1er novembre 1951	1,500.00
1er novembre 1952	1,500.00
1er novembre 1953	1,500.00
1er novembre 1954	1,500.00
1er novembre 1955	1,500.00
1er novembre 1956	1,500.00
1er novembre 1957	1,500.00
1er novembre 1958	1,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu de l'autorité du chapitre 212, Statuts révisés de Québec 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 25 octobre 1948 à 8 heures du soir à la salle de l'école du village de La Sarre.

to be redeemed will be called in reverse order.

The tenders will be considered at the special meeting of the council of the Town of LaSalle to be held the 27th of October 1948, at eight o'clock in the evening, at the City Hall, 13 Strathyre avenue, Town of LaSalle.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The council of the Town of LaSalle reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Town of LaSalle, this 9th day of October 1948.

23223-o ALBERT GRAVEL,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LA SARRÉ
(COUNTY OF ABITIBI-WEST)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, until five o'clock in the afternoon, on Monday the 25th of October 1948, for the purchase of \$15,000.00 of bonds of the Municipal Corporation of the Village of La Sarre, county of Abitibi-West, dated November 1st, 1948 and redeemable serially from November 1st, 1949 to November 1st, 1958 inclusively, with interest not to exceed the rate of 3½% per annum payable semi-annually on the 1st of May and the 1st of November of each year. The rate of interest may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$15,000.00—10 years

Year	Capital
November 1st, 1949	\$ 1,500.00
November 1st, 1950	1,500.00
November 1st, 1951	1,500.00
November 1st, 1952	1,500.00
November 1st, 1953	1,500.00
November 1st, 1954	1,500.00
November 1st, 1955	1,500.00
November 1st, 1956	1,500.00
November 1st, 1957	1,500.00
November 1st, 1958	1,500.00

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

These bonds shall be redeemable by anticipation at par, at any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be called for payment shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 25th of October 1948, at 8 o'clock in the evening at the school hall of the Village of La Sarre.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Sarre, (Comté d'Abitibi-Ouest), ce septième jour d'octobre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES LAVIGNE, N.P.

23224-o

The Council shall not be bound to accept the highest nor any of the tenders.

La Sarre (county of Abitibi-West), this 7th day of October, 1948.

JULES LAVIGNE, N.P.,
Secretary-Treasurer.

23224-o

Vente pour taxes

Province de Québec — Comté de Lac St-Jean

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE DE
ST-COEUR-DE-MARIE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 22 septembre 1948, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous décret pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dus à la commission scolaire du village de St-Cœur-de-Marie, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, le dit immeuble sera vendu, par encan public, dans la salle du conseil, à St-Cœur-de-Marie, le VINGT-SEPT OCTOBRE 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, le dit immeuble ne sera pas mis en vente si les taxes scolaires de l'année 1947-48 et des années antérieures sont payées avant le moment de la vente.

1. Alonzo Rousseau — Le lot 24, rang 3, canton Délisle, sauf à distraire tous les terrains vendus et droits concédés suivant titres enregistrés.

Le dit immeuble sera vendu avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées au dit immeuble.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Cœur-de-Marie, ce 24ème jour de septembre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
V. U. LAROCHE.

23144-40-2-o

Sale for Taxes

Province of Quebec — County of Lake St. John

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE OF
ST-COEUR-DE-MARIE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated September 22, 1948, has ordered the undersigned, in conformity with the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinunder described for payment of the arrears of taxes due the School Commission of the Village of St-Cœur-de-Marie, with interest and costs, and that consequently, the said immovable will be sold by public auction, in the Council Hall, at St-Cœur-de-Marie, on the TWENTY-SEVENTH of OCTOBER, 1948, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable will not be sold, if the school taxes for the year 1947-48 and the preceding years are paid before the time of the sale.

1. Alonzo Rousseau — Lot 24, range 3, township Delisle, save to be deducted all lots of land sold and rights conceded according to registered deeds.

The said immovable shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes, attached to the said immovable.

The adjudication price of said immovable shall be payable immediately.

The sale shall moreover be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Cœur-de-Marie, this 24th day of September, 1948.

V. U. LAROCHE,
Secretary-Treasurer.

23144-40-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, district d'Arthabaska.

Arthabaska, { ROLAND BOULANGER, industriel domicilié à Warwick, district d'Arthabaska, demandeur, vs HENRI BRUNELLE, hôtelier résidant à Ste-Victoire, y faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Auberge des Français", district d'Arthabaska, défendeur. & MARCEL GARNEAU et ROMÉO NADEAU, registrateurs, pour le comté d'Arthabaska, ayant leur bureau à Arthabaska, mis-en-cause.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Arthabaska.

Arthabaska, { ROLAND BOULANGER, manufacturer, domiciled at Warwick, district of Arthabaska, No. 5440 plaintiff; vs HENRI BRUNELLE, hotel-keeper, residing at Ste-Victoire, there carrying on business under the firm name and style of "Auberge des Français", district of Arthabaska, defendant; & MARCEL GARNEAU and ROMÉO NADEAU, registrars of the county of Arthabaska, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur;

Un morceau de terrain, avec bâtisses en briques dessus construites, au nord-ouest en longeant le chemin de Warwick, mesurant trois cent cinquante pieds de front et deux cents pieds de profondeur, la ligne du côté sud-ouest étant perpendiculaire au dit chemin de Warwick, et la ligne derrière étant parallèle au chemin, le dit terrain tenant au nord-est au terrain de M. Adélaïde Lavelle, sur les côtés nord-ouest et sud-ouest au lopin de terrain vendu au parc Mathieu limitée, et en front au chemin de Warwick; le dit terrain connu et désigné au cadastre officiel de cette partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Ste-Victoire comme faisant partie du numéro quatre vingt trois (p. 83).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Victoire, comté d'Arthabaska, dans la ville de Victoriaville, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE 1948, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 5 octobre 1948. 23197-41-2-o
[Première insertion, 9 octobre 1948]

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, N° 2562
{ DAME EVELINA ROBERGE, veuve non remariée de feu Joseph St-Jean, en son vivant, bourgeois de la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse, vs PAUL LECLERC, commerçant de la cité de Granby, district de Bedford, défendeur, et Me P. E. DELANEY, C.R., avocat, distayant.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain morceau de terre faisant partie du lot no six cent quatre (604) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Granby, renfermé dans les bornes suivantes: commençant à un point à deux cent soixante-quinze pieds de la ligne est dudit lot; allant vers l'ouest une distance de deux cents pieds, de là tournant vers le sud, allant une distance de cinq cent trente pieds jusqu'au chenal de la rivière, de là vers l'est en suivant ledit chenal de la rivière une distance de cinq cents pieds, de là tournant vers le nord et allant au point de départ une distance de sept cent deux pieds; avec les bâtisses dessus y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Ste-Famille de Granby, en la ville de Granby, dit district, le DIXIEME jour du mois de NOVEMBRE, 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Sweetsburg, Qué., ce 5 octobre 1948.
[Première insertion, 9 octobre 1948] 23198-41-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska, N° 12788.
{ L.-P. OUELLET, commerçant, de Notre - Dame - du - Lac, Témis., vs JOS.-T. DUBÉ, de l'endroit appelé Pied-du-Lac-Long, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux (2) de 90 acres, Rang Un (1) Canton

As belonging to the defendant:

A parcel of land with brick buildings thereon erected, on the northwest side of the Warwick road, measuring three hundred and fifty feet in front by 200 feet in depth, the southwest line being perpendicular to the said Warwick road, and the rear line being parallel to the road, the said lot of land bounded on the northeast by the land of Mr. Adélaïde Lavelle, on the northwest and southwest sides by the parcel of land sold to the "parc Mathieu limitée", and in front by the Warwick road; said lot of land known and designated on the official cadastre for that part of the township of Arthabaska forming the parish of Ste-Victoire, as forming part of number eighty-three (Pt. 83).

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Victoire, county of Arthabaska, in the town of Victoriaville, on the NINTH day of NOVEMBER, 1948, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Arthabaska, October 5, 1948. 23197-41-2
[First insertion, October 9, 1948]

MAURICE MAHEU,
Sheriff.

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, No. 2562
{ DAME EVELINA ROBERGE, unmarried widow of the late Joseph St-Jean, in his lifetime, gentleman, of the city of Granby, district of Bedford, plaintiff; vs PAUL LECLERC, trader, of the city of Granby, district of Bedford, defendant; and Me P. E. DELANEY, K.C., advocate, distracting for costs.

As belonging to the defendant:

A certain parcel of land forming part of lot number six hundred and four (604) on the official plan and in the book of reference for the Township of Granby, enclosed within the following boundaries: starting at a point at two hundred and seventy-five feet from the east line of the said lot; running westward a distance of two hundred feet, thence turning south and running a distance of five hundred and thirty feet up to the channel of the river, thence eastward following the said channel of the river a distance of five hundred feet, thence turning north and continuing to the starting point a distance of seven hundred and two feet — with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Famille de Granby, in the town of Granby, said district, on the TENTH day of the month of NOVEMBER, 1948, at TEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., this 5th day of October, 1948.
[First insertion, October 9, 1948] 23198-41-2

A. ST-MARTIN,
Sheriff.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska, No. 12788.
{ L.-P. OUELLET, trader, of Notre-Dame-du-Lac, Témis., vs JOS.-T. DUBÉ, of the place called "Pied-du-Lac-Long", defendant.

A lot of land known and designated as number two (2) containing 90 acres, range one (1) Town-

Packington, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de la Rivière-Bleue, Témis., **MERCREDI** le **VINGTIEME** jour du mois d'**OCTOBRE** 1948, à **TROIS** heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **HENRI MICHAUD**,
Rivière-du-Loup, le 13 septembre 1948.
23075-38-2-o
[Première insertion, 18 septembre 1948]

ship of Packington, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph de la Rivière-Bleue, Témis., on **WEDNESDAY** the **TWENTIETH** day of the month of **OCTOBER**, 1948, at **THREE** o'clock in the afternoon.

HENRI MICHAUD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, September 13, 1948.
23075-38-2
[First insertion, September 18, 1948.]

RICHELIEU

Fieri Facias de bonis et de terris
Cour de l'Échiquier

N° 25398. { **LE ROI**, représenté par le Ministère du Revenu National, demandeur, vs **JACK WONG**, faisant affaires sous le nom et raison sociale d'Au Salon Marquise Enregistré, de la cité de Montréal dans la province de Québec, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
Le tiers indivis d'un emplacement situé en la cité de Sorel, du côté sud de la rue Augusta, connu et désigné, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Sorel, comme faisant partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-neuf (P. N° 589), mesurant trente-trois pieds de largeur par soixante-six pieds de profondeur, mesure anglaise, avec les bâtisses y érigées; tenant en front la rue Augusta, en profondeur et du côté est autre partie du dit lot N° 589 appartenant à Louis et René Mongeau, et du côté ouest au lot N° 591 appartenant à Aimé Denis; avec droit de passage, à perpétuité, dans le passage actuellement existant entre la maison érigée sur le susdit immeuble et celle érigée sur le terrain voisin à l'ouest, pour communiquer de la rue Augusta à la cour de l'emplacement vendu, avec aussi droit pour les susnommés propriétaires de laisser la porte actuellement existante donnant accès et vue sur le résidu ouest du dit lot N° 589. Tel que le tout se trouve présentement.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice de Sorel, **MARDI**, le 19 **OCTOBRE**, 1948, à 10.30 heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du shérif, **R. PAQUIN**,
Sorel, le 15 sept., 1948. 23076-38-2-o
[Première insertion, le

RICHELIEU

Fieri Facias de bonis et de terris
Exchequer Court

No. 25398. { **THE KING**, represented by the Department of National Revenue, plaintiff; vs **JACK WONG**, carrying on business under the firm name and style of "Au Salon Marquise Enregistré", of the city of Montreal, Province of Quebec, defendant.

As belonging to the defendant:
The undivided third of an emplacement situate in the city of Sorel, on the south side of Auguste street, known and designated, on the official plan and in the book of reference for the Town of Sorel, as forming part of lot number five hundred and eighty-nine (Pt. No. 589), measuring thirty-three feet in width by sixty-six feet in depth, English measure — with the buildings thereon erected; bounded in front by Auguste street, in depth and on the east side by the other part of said lot No. 589 belonging to Louis and René Mongeau, and on the west side by lot No. 591, belonging to Aimé Denis; with right of way in perpetuity, in the passage actually existing between the house erected on the aforesaid immovable and that erected on the neighbouring lot to the West, to communicate from Auguste street to the yard of the emplacement sold, with also right for the above named proprietors to allow the door actually existing, giving access and view on the west residue of said lot No. 589. As the whole presently subsists.

To be sold, at my office, in the Court House of Sorel, on **TUESDAY**, the **NINETEENTH** of **OCTOBER**, 1948, at 10.30 o'clock in the forenoon.

R. PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, this 15th of Sept., 1948 23076-38-2
[First insertion, September 18, 1948]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

District de Rouyn-Noranda, { **RENÉ PLOUFFE**, chauffeur de taxi, domicilié N° 1479, à Rouyn, Qué., demandeur; vs **LUDGER ROY**, industriel domicilié à McWatters, Qué., défendeur.

Comme appartenant au défendeur.
Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante et un (41), rang six (6), nord et rang six (6) sud, du canton Rouyn, avec bâtisses, dépendances, circonstances ci-dessus construites, et tous les droits de préemption sur ledit lot.

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice de Rouyn, Qué., **MERCREDI**, le 10 **NOVEMBRE** 1948, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **J.-H. CHARBONNEAU**,
Rouyn, le 4 octobre 1948. 23196-41-2-o
[Première insertion, le 9 octobre 1948]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Superior Court

District of Rouyn-Noranda, { **RENÉ PLOUFFE**, taxi driver, domiciled at No. 1479, Rouyn, Que., plaintiff; vs **LUDGER ROY**, domiciled at McWatters, Que., defendant.

As belonging to the defendant.
Lot of land known and designated as number forty-one (41), range six (6) north and range six (6) south, in the township of Rouyn, with buildings, dependencies, circumstances thereon erected, and all pre-emption rights on the said lot.

To be sold at the Sheriff's Office at the Town Hall, Rouyn, Que., **WEDNESDAY**, **NOVEMBER**, the 10th 1948, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J.-H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, October 4, 1948. 23196-41-2-o
[First insertion, October 9, 1948]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 41

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Latour vs Nationala..... 2633

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1278 — Concernant certains terrains soustraits au piquetage de claims minier..... 2626
1279 — Concernant certains terrains soustraits au piquetage de claims miniers..... 2625
1287, section "E" — Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec..... 2628
1288, section "B" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Sherbrooke..... 2626
1288, section "C" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec..... 2629
1288, section "D" — Industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville..... 2630
1288, section "E" — Industrie de la boîte de carton dans la province de Québec..... 2626

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2607 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2607

AVIS DIVERS:

Association Indépendante des Employés de Accessories Manufacturers Limited (Formation)..... 2634
Coopérative Cherrier (Fondation).... 2634
Crédit Foncier Franco-Canadien (Règlement)..... 2635
Fairmount Social Club Inc. (Existence corporative terminée)..... 2635
La Coopérative des Employés du Téléphone de Chicoutimi (Fondation)..... 2634
L'Association des Employés de Lido Biscuits Ltée (Formation)..... 2633
Le Syndicat Coopératif de Normetal (Fondation)..... 2633
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Maurice de Dalquier (Formation)..... 2634
Pontiac County Cooperative Medical Services (Fondation)..... 2634
Residences Corporation Syndicate (Fondation)..... 2636
Richelieu Steel & Metal Co. (Directeurs)..... 2633
Saguenay Fish & Trading Company Limited (Directeurs)..... 2635

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Latour vs Nationala..... 2633

ORDERS IN COUNCIL

1278 — Concerning certain lands restrained from the staking out in mining claims..... 2626
1279 — Concerning certain lands restrained from the staking out in mining claims..... 2625
1287, part "E" — Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec..... 2628
1288, part "B" — Barber and hair-dressing trades in the district of Sherbrooke..... 2626
1288, part "C" — Barber and hair-dressing trades in the district of Quebec..... 2629
1288, part "D" — Construction industry in the city of St. John and the town of Iberville..... 2630
1288, part "E" — Paper box industry in the Province of Quebec..... 2626

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Indépendante des Employés de Accessories Manufacturers Limited (Formation)..... 2634
Coopérative Cherrier (Fondation).... 2634
Crédit Foncier Franco-Canadien (By-Law)..... 2635
Fairmount Social Club Inc. (Corporate existence terminated)..... 2635
La Coopérative des Employés du Téléphone de Chicoutimi (Fondation)..... 2634
L'Association des Employés de Lido Biscuits Ltée (Formation)..... 2633
Le Syndicat Coopératif de Normetal (Fondation)..... 2633
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Maurice de Dalquier (Formation)..... 2634
Pontiac County Cooperative Medical Services (Fondation)..... 2634
Residences Corporation Syndicate (Fondation)..... 2636
Richelieu Steel & Metal Co. (Directeurs)..... 2633
Saguenay Fish & Trading Company Limited (Directeurs)..... 2635

CHARTES — ABANDON DE:

La Compagnie de Bois Fugère Limitée. 2636
Quebec Paving Company Limited.... 2636

CHARTERS — SURRENDER OF:

La Compagnie de Bois Fugère Limitée. 2636
Quebec Paving Company Limited.... 2636

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:

Colebrook Kendrick & Knight Limited..... 2637
J. H. Lewis (Duncan) Limited..... 2637
Winthrop-Stearns Inc..... 2636

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

Colebrook Kendrick & Knight Limited..... 2637
J. H. Lewis (Duncan) Limited..... 2637
Winthrop-Stearns Inc..... 2636

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la municipalité du Canton Masham-nord..... 2637

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la municipalité du Canton Masham-nord..... 2637

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Beauport, munic. scolaire de	2638
Lac Blouin, munic. scolaire de.	2638
Notre-Dame de la Garde, munic. scolaire de.	2639
St-Basile, munic. scolaire du village de.	2638
St-Jean de Matha, munic. scolaire de.	2638
St-Tharcisius-Ouest, munic. scolaire de	2638

EDUCATION:

Beauport, school munic. of.	2638
Lac Blouin, school munic. of.	2638
Notre-Dame de la Garde, school munic. of.	2639
St-Basile, school munic. of the village of	2638
St-Jean de Matha, school munic. of.	2638
St-Tharcisius-Ouest, school munic. of	2638

TERRES ET FORÊTS:

Beauport, paroisse de.	2639
--------------------------------	------

LANDS AND FORESTS:

Beauport, parish of	2639
-------------------------------	------

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton, juridiction de Québec (Approbation de règlements)	2646
Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, district de Québec (Prélèvement)	2639
Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal (Prélèvement).	2642
Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et District (Approbation de règlements)	2645
Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de St-Hyacinthe (Prélèvement).	2641
Comité paritaire des marchands de Magog (Prélèvement)	2644

LABOUR:

Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction (Approval of by-laws)	2646
Parity Committee of the Fur Industry, District of Quebec (Levy)	2639
Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section, of Montreal (Levy)	2642
Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the District of Trois-Rivières (Approval of by-laws)	2645
Barbers and Hairdressers Parity Committee, jurisdiction of St-Hyacinthe (Levy)	2641
Parity Committee of the Merchants of Magog (Levy)	2644

TRÉSOR:

Assurances:

Indiana Lumbermens Mutual Insurance Company	2647
Progressive Insurance Company of Canada — La Progressive, Compagnie d'Assurances du Canada.	2647

TREASURY:

Insurance:

Indiana Lumbermens Mutual Insurance Company	2647
Progressive Insurance Company of Canada — La Progressive, Compagnie d'Assurances du Canada.	2647

EXAMEN DU BARREAU:

Québec: étude du droit	2649
----------------------------------	------

BAR EXAMINATION:

Quebec: study of law.	2648
-------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Agence de Distribution Générale Inc.	2608
Albert Di Maulo & Frère Inc.	2609
Anastase Brault Limitée.	2609
Aqueduc St-Eustache Incorporé	2609
Audet Refrigeration Inc.	2610
Aviation du Golfe Inc.— Gulf Aviation Inc.	2610
Bellefleur Prints Ltd.	2610
Charles Lafontaine & Cie Limitée — Charles Lafontaine & Co. Limited.	2611
C.O. St-Jean Fourrures Limitée — Furs Limited.	2611
Crédit Industriel Inc.	2611
Dorion Construction, Limitée	2612
Dresscraft, Inc.	2612
Electro Auto Service Inc.	2613
Forgues & Fils Limitée.	2613
Goldmans Incorporated.	2613
Graton et Vincent Inc.	2614
Jos. Peritz Co.	2614
La Cie de Bois Laurentide Ltée — Laurentide Lumber Ltd.	2614
La Fédération Diocésaine de Montréal de la Jeunesse Indépendante Catholique Féminine	2615
Laiterie Citadel Dairy Inc.	2615
L'Association des Concerts Classiques de Montréal	2615

LETTERS PATENT:

Agence de Distribution Générale Inc.	2608
Albert Di Maulo & Frère Inc.	2609
Anastase Brault Limitée.	2609
Aqueduc St-Eustache Incorporé	2609
Audet Refrigeration Inc.	2610
Aviation du Golfe Inc.— Gulf Aviation Inc.	2610
Bellefleur Prints Ltd.	2610
Charles Lafontaine & Cie Limitée.— Charles Lafontaine & Co. Limited	2611
C.O. St-Jean Fourrures Limitée — Furs Limited.	2611
Crédit Industriel Inc.	2611
Dorion Construction, Limitée	2612
Dresscraft, Inc.	2612
Electro Auto Service Inc.	2613
Forgues & Fils Limitée.	2613
Goldmans Incorporated.	2613
Graton et Vincent Inc.	2614
Jos. Peritz Co.	2614
La Cie de Bois Laurentide Ltée — Laurentide Lumber Ltd.	2614
La Fédération Diocésaine de Montréal de la Jeunesse Indépendante Catholique Féminine	2615
Laiterie Citadel Dairy Inc.	2615
L'Association des Concerts Classiques de Montréal	2615

L'Association des Epiciers Licenciés Modernes.....	2616	L'Association des Epiciers Licenciés Modernes.....	2616
La Tannerie Laurentienne Inc.—The Laurentian Tannery Inc.....	2616	La Tannerie Laurentienne Inc.—The Laurentian Tannery Inc.....	2616
Le Centre des Loisirs de Vaudreuil....	2616	Le Centre des Loisirs de Vaudreuil....	2616
Le Centre Paroissial de St-Marc des Carrières.....	2617	Le Centre Paroissial de St-Marc des Carrières.....	2617
Lessard's Garage Company Limited....	2617	Lessard's Garage Company Limited....	2617
Life Line Clothing Inc.....	2618	Life Line Clothing Inc.....	2618
May Realities Inc.....	2618	May Realities Inc.....	2618
P. A. T. Chemicals Limited.....	2619	P. A. T. Chemicals Limited.....	2619
Power Survey and Equipment Ltd....	2619	Power Survey and Equipment Ltd....	2619
Provincial Paving & Asphalt Company Ltd.....	2619	Provincial Paving & Asphalt Company Ltd.....	2619
Quint Hardware Inc.....	2620	Quint Hardware Inc.....	2620
R. Delvoye Inc.....	2620	R. Delvoye Inc.....	2600
Réfrigération Glaciale Limitée — Glacial Refrigeration Limited.....	2620	Réfrigération Glaciale Limitée — Glacial Refrigeration Limited.....	2620
R. & S. Company Inc.....	2621	R. & S. Company Inc.....	2621
Saxe Brothers Inc.....	2621	Saxe Brothers Inc.....	2621
St. Eustache Lumber Ltd.....	2622	St. Eustache Lumber Ltd.....	2622
Théâtre St-Georges, Inc.....	2622	Théâtre St-Georges, Inc.....	2622
The Everlasting Granite Company Limited.....	2622	The Everlasting Granite Company Limited.....	2622
The Glyc-O-Tone Product of Canada Co. Ltd.....	2623	The Glyc-O-Tone Product of Canada Co. Ltd.....	6233
Thetford Bag Co. Ltd.....	2623	Thetford Bag Co. Ltd.....	2623
Tontini Clothes Inc.....	2623	Tontini Clothes Inc.....	2624
Umpire Garment Company.....	2624	Umpire Garment Company.....	2262
Valley Craft Ltd.....	2624	Valley Craft Ltd.....	2624
Versailles Inc.....	2624	Versailles Inc.....	2624

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur du cadastre de l'Augmentation de Dequen.....	2648
Concernant la mise en vigueur du cadastre du canton Fournière.....	2649
Concernant la mise en vigueur du cadastre du canton Hudon.....	2650
Concernant la mise en vigueur du cadastre d'une partie du canton Hémon.....	2651
Concernant la mise en vigueur du cadastre d'une partie du canton La Trappe.....	2653

SIÈGES SOCIAUX:

City & District Land & Development Co. Ltd.....	2655
"D" Farm Inc.....	2654
Montrose Builders Inc.....	2654
Ormstown War Memorial Community Centre Inc.....	2654
The Prospectors and Miners Club.....	2654

SOUMISSIONS:

Hull, cité de.....	2655
Lachine, cité de.....	2656
LaSalle, ville de.....	2657
La Sarre, village de.....	2658

VENTE POUR TAXES:

St-Cœur-de-Marie, commission scolaire du village de.....	2659
--	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Boulangier vs Brunelle.....	2659
-----------------------------	------

BEDFORD:

Roberge vs Leclerc.....	2660
-------------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the cadastre of Augmentation de Dequen.....	2648
Concerning the coming into force of the cadastre for the township Fournière.....	2649
Concerning the coming into force of the cadastre for the township Hudon....	2650
Concerning the coming into force of the cadastre of a part for the township Hémon.....	2651
Concerning the coming into force of the cadastre of a part for the township La Trappe.....	2653

HEAD OFFICES:

City & District Land & Development Co. Ltd.....	2655
"D" Farm Inc.....	2654
Montrose Builders Inc.....	2654
Ormstown War Memorial Community Centre Inc.....	2654
The Prospectors and Miners Club.....	2654

TENDERS:

Hull, city of.....	2655
Lachine, city of.....	2656
LaSalle, town of.....	2657
La Sarre, village of.....	2658

SALE FOR TAXES:

St-Cœur-de-Marie, School Commission of the village of.....	2659
--	------

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Boulangier vs Brunelle.....	2659
-----------------------------	------

BEDFORD:

Roberge vs Leclerc.....	2660
-------------------------	------

KAMOURASKA:

Ouellet vs Dubé 2660

KAMOURASKA:

Ouellet vs Dubé 2660

RICHELIEU:

Le Roi vs Wong..... 2661

RICHELIEU:

The King vs Wong. 2661

ROUYN-NORANDA:

Plouffe vs Roy 2661

ROUYN-NORANDA:

Plouffe vs Roy 2661

23230-o

23230-o

